

L'ÉCHO DES RÉSEAUX
SOCIAUX



Rumeur autour
de Shakira

PAGE 15



L'Algérie en attente
d'un signal fort du Gafi
Fin de la liste grise ?

PAGE 3

ÉDITO

Cadavres sous contrats

Par S. Méhalla

Les empires vieillissants ont cette faculté comique que l'on sous-estime trop souvent. Ils annoncent les enterrements avant d'avoir vu les cadavres. Ils décrètent la fin des peuples comme d'autres commandent un café. Ils parlent. Ils tonnent. Ils paradent. Puis le réel, ce mauvais coucheur, vient leur postillonner au visage.

Ainsi l'Amérique de Trump nous offrait son grand numéro. L'Iran, disait-elle, n'avait plus de marine, plus d'aviation, plus de commandement, plus d'économie, presque plus de respiration. À l'entendre, Téhéran n'était plus un État, mais une berzina administrative attendant l'huissier de Washington. Le problème, c'est que le prétendu mourant et les « cadavres » iraniens ont répondu le même jour avec des missiles, des drones, un aéroport paralysé, des négociations fracassées et cette arrogance de banquise des peuples qu'on enterre trop vite.

Voilà l'ironie.

L'Empire récitait l'avis de décès. Le « mort » se remettait de sa fatigue posthume.

Le malheur américain tient peut-être à cette vieille maladie des puissances boursouflées.

Elles confondent leur vocabulaire avec le monde.

Elles croient qu'un ennemi déclaré faible devient faible par décret.

Elles s'imaginent qu'un brouet idéologique présidentiel suffit à désarmer une nation, comme jadis on excommuniait un royaume depuis un balcon.

Mais l'histoire a de moins en moins de respect pour les balcons de béton galeux. L'Iran n'a pas besoin d'être plus fort que l'Amérique. Il lui suffit de devenir trop cher à briser. C'est la leçon nord-coréenne, cette gifle stratégique que Washington feint de ne pas comprendre depuis 30 ans. Pyongyang n'a pas vaincu l'Amérique. Elle l'a rendue prudente. Et dans la bouche d'un empire, la prudence est déjà une mise au pilori pomponnée.

Téhéran semble avoir retenu la formule. Un seuil nucléaire comme assurance-vie. Ormuz comme couteau posé sur la gorge énergétique du monde. Des drones bon marché pour épuiser des défenses hors de prix. Pékin et Moscou comme arrière-cour stratégique. Le yuan comme petite pelle creusant doucement la tombe du pétrodollar.

Rien de spectaculaire, mais tout est corrosif.

Rien d'impérial, mais tout est fielleux. Washington voulait empêcher l'Iran de désirer l'arme absolue. Il lui a offert la meilleure raison d'y penser sérieusement. L'Irak désarmé fut envahi. La Libye repentante fut démantelée. L'Iran négociateur fut frappé.

Quelle morale tirer de ce musée des crédulités punies, sinon que la confiance en l'Occident ressemble parfois à une élégante invitation au suicide ? !

S. M.

Suite en page 16

CRÉSUS

QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

AFFAIRE DU JOURNALISTE
CHRISTOPHE GLEIZES

L'ingérence de trop d'Infantino

PAGE 16



L'appel du patron de la FIFA en faveur du journaliste français Christophe Gleizes, détenu en Algérie, dépasse largement le cadre sportif.

Contrôle
de marchandises
**L'État durcit le
dispositif**

PAGE 3



4^e jour de la
campagne électorale
Les partis
à la conquête de l'électorat

PAGE 2



Fraude au bac
**Saâdaoui
intransigeant**

PAGE 5



Après leur large victoire
contre la Bolivie
**Les Verts envoient
un signal fort**

PAGE 13



CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Samedi 13 Juin 2026 ■ 11^{ème} année n°2170 ■ Prix 20 DA

Législatives
2026

Quatrième jour de la campagne électorale Les partis à la conquête de l'électorat

La campagne électorale s'intensifie à travers l'ensemble du territoire national. Meetings, rencontres de proximité et déplacements dans les différentes wilayas rythment désormais l'activité des formations politiques engagées dans la course électorale.

Si les discours diffèrent selon les sensibilités et les programmes, mais plusieurs thèmes reviennent avec insistance : la mobilisation des électeurs, le renforcement de la stabilité institutionnelle, la consolidation de l'unité

nationale ainsi que la promotion du développement économique et social. À travers leurs actions de terrain, les partis en lice cherchent à convaincre les citoyens de l'importance de ce rendez-vous électoral et du rôle que devra jouer le futur Parlement dans la prise en charge des préoccupations sociales et économiques du pays. Face à un électorat dont la participation demeure un enjeu majeur, les différentes formations redoublent d'efforts pour susciter l'adhésion et renforcer la confiance dans le processus démocratique.

A travers les différentes régions du pays, les principales formations politiques ont donné le ton de cette campagne en mettant l'accent sur la participation citoyenne, le renforcement des institutions de l'État et les défis du développement économique.

Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé, depuis Boumerdès, à un «choix judicieux» des futurs représentants du peuple au Parlement, estimant que la participation électorale constitue un facteur essentiel de stabilité institutionnelle et de consolidation du front intérieur.

Animant plusieurs rassemblements à Boumerdès, Alger et Ksar El-Boukhari, Bengrina a affirmé que son parti abordait cette échéance sous le slogan «Ensemble mobilisés, l'Algérie triomphera». Il a présenté les quatre axes de mobilisation incarnés, selon lui, par le numéro électoral 4 attribué à sa formation : la défense de la souveraineté nationale, le renforcement de l'unité entre le peuple et l'Armée nationale populaire, la préservation de la cohésion sociale et l'appui au développement économique.

Le dirigeant d'El-Bina a également insisté sur la nécessité de placer l'intérêt national au-dessus des considérations partisans, tout en réaffirmant l'engagement de son mouvement à renforcer sa présence parlementaire afin de soutenir les politiques publiques dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et du développement territorial. À Boumerdès, il a mis en avant les potentialités touristiques et

EL BINA, MSP ET FLN L'engagement et la cohésion nationale en point de mire



agricoles de la wilaya, plaidant notamment pour le développement des infrastructures touristiques et la création d'un laboratoire national dédié à la production de plants de vigne afin de soutenir la filière viticole.

APPEL À UNE FORTE PARTICIPATION

De son côté, le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, a multiplié les déplacements dans le sud du pays, notamment à Adrar et

In Guezzam, où il a insisté sur la portée nationale du scrutin.

Selon lui, les législatives constituent une étape majeure de la vie démocratique du pays et une responsabilité collective dépassant le simple cadre de la compétition politique. Le responsable du FLN a souligné que son parti demeurerait fidèle à son héritage historique tout en soutenant les réformes engagées par les institutions de l'État. À Adrar, il a réaffirmé l'engagement de sa formation en

faveur des grands projets de développement, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des industries de transformation, du transport et de l'emploi des jeunes. À In Guezzam, Benmbarek a salué la promotion de la région au rang de wilaya à part entière, estimant que cette décision contribuera à rapprocher l'administration des citoyens et à renforcer la justice territoriale. Il a également mis en avant le rôle stratégique du Grand-Sud dans la préservation de la sécurité nationale et le développement économique du pays.

LA SOUVERAINETÉ AU CŒUR DU DISCOURS

Pour sa part, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a animé plusieurs rassemblements à Adrar, In Salah et Béni Abbès. Il a affirmé que son mouvement demeurerait un acteur de stabilité et de consensus sur la scène nationale, défendant les valeurs de modération et de réforme.

Le dirigeant du MSP a expliqué que le slogan de campagne de son parti, «La confiance», traduit sa volonté de contribuer à l'élaboration des politiques publiques et au renforcement de la souveraineté nationale.

À Béni Abbès, il a estimé que la souveraineté ne peut être assurée sans une économie forte, la sécurité alimentaire et l'indépendance de la décision nationale. Il a plaidé pour une nouvelle dynamique économique fondée sur la valorisation des ressources naturelles, du tourisme, de l'agriculture et des richesses minières dont dispose la région.

Hassani Cherif a également souligné le rôle stratégique d'In Salah dans le développement du Grand-Sud, appelant à la concrétisation de projets créateurs de richesse et d'emplois.

Malgré la diversité des programmes et des orientations politiques, les principales formations engagées dans la course électorale convergent vers un même objectif : encourager une participation massive des citoyens au scrutin du 2 juillet.

I. Kherrmane

FFS-RND

Unité de ton sur l'importance du vote

C'est le cas pour le Rassemblement national démocratique (RND), dont le secrétaire général, Mounder Bouden, a fait escale, hier, dans la ville de Tiaret. Dans un discours prononcé lors d'un rassemblement public, Bouden a souligné que l'unité nationale est une valeur sacrée. Il a estimé que les moments de désaccord et de divergence de visions devaient s'accompagner d'un rappel de la glorieuse Révolution de libération, qui a uni les Algériens autour d'un objectif commun et consolidé les valeurs de cohésion et de solidarité nationale.

Soulignant que les élus nationaux sont des partenaires clés dans la réalisation du développement local, Bouden a indiqué qu'«il est nécessaire de créer des mécanismes de coordination efficaces entre les élus nationaux et les autorités locales afin d'unifier les efforts, de concentrer les capacités et d'assurer l'intégration des actions de développement de manière à répondre aux préoccupations des citoyens et à accélérer le rythme du développement local».

Cette escale à Tiaret intervient après la halte effectuée jeudi dans la ville de Tlemcen, où Bouden a mis en avant



l'importance d'une large participation politique aux prochaines élections législatives, en particulier parmi les jeunes.

Lors d'un meeting populaire qu'il a animé à la Maison de la culture Abdelkader-Alloula, il a souligné que la loi électorale actuelle représente une avancée significative vers le renforcement de la transparence de la vie politique et la promotion du principe de l'égalité des chances entre les différents acteurs participant au processus électoral. Dans le même contexte, l'interven-

ant a salué les dispositions liées à la loi sur l'investissement, ainsi que les mesures fiscales qui l'accompagnent, estimant qu'elles constituent un levier essentiel pour stimuler l'activité économique et ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes, notamment à travers la création d'emplois et l'encouragement de l'initiative privée au niveau local.

Bouden a également affirmé que cette dynamique économique est de nature à renforcer la stabilité sociale et à réduire le chômage, ce qui, selon lui, se répercutera positivement sur la participation citoyenne et l'engagement dans la vie publique.

Par ailleurs, il a appelé à la mobilisation de tous pour lutter contre le fléau de la drogue afin de protéger la société et l'avenir des générations futures, soulignant la nécessité de renforcer la sensibilisation et de soutenir les efforts de l'État dans ce domaine.

RENFORCER LES INSTITUTIONS

L'importance de cette échéance électorale et l'impératif de la participation ont également été au centre du discours de campagne du Front des forces socialistes (FFS). Mercredi, lors d'une conférence de presse où il a présenté les grandes lignes de son programme électoral, le premier secrétaire national du FFS, Youcef Aouchiche, a qualifié ce scrutin de levier essentiel pour défendre son projet politique et élargir sa base militante. Ces propos ont été réitérés, jeudi, lors d'un discours prononcé au siège du parti à l'occasion du lancement de la campagne électorale au niveau de la circonscription d'Alger. Aouchiche a déclaré que le Front des forces socialistes se présente aux élections législatives avec un programme qu'il a qualifié d'«ambitieux», dont l'objectif est de «renforcer les institutions et de les construire sur les fondements de l'engagement populaire».

Il a également réaffirmé l'engagement de son parti en faveur d'une «opposition constructive», visant à proposer des alternatives et des solutions qui servent l'intérêt public et renforcent le processus démocratique.

R. N.

SURVEILLANCE DES MARCHANDISES L'ÉTAT DURCIT LE DISPOSITIF

Les pouvoirs publics entendent ériger une barrière hermétique pour sécuriser les produits importés.

Intervenant quelques jours seulement après le Conseil des ministres du 7 juin 2026, au cours duquel le président de la République a donné des instructions fermes, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Conseil interministériel consacrée à la mise en place d'un système national intégré de contrôle des marchandises aux frontières. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer la surveillance des produits destinés à la consommation et à mieux équiper les laboratoires implantés dans les principaux points d'entrée du territoire. L'objectif est de doter le pays d'un dispositif plus cohérent, plus réactif et capable d'assurer une vérification rigoureuse de la conformité des marchandises importées avant leur mise sur le marché. L'enjeu est à la fois sanitaire, économique et réglementaire.

HARMONISER L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Moins de 24 heures après cette réunion, un groupe de travail technique multisectoriel a été mis en place à l'issue d'une rencontre conjointe ayant réuni le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudane, la ministre du Commerce intérieur et de la Réglementation du marché national, Amal Abdelatif, ainsi que le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la



Pêche, Yacine Oualid.

Selon un communiqué conjoint, la mission de ce groupe consiste à définir les mesures nécessaires pour assurer une meilleure coordination entre les structures concernées, selon une méthodologie commune. Il s'agit notamment de mettre en place un réseau national de laboratoires spécialisés dans le contrôle de conformité des produits importés, tout en les dotant de moyens scientifiques et techniques de haute pré-

sion. Le groupe est également chargé d'élaborer et d'appliquer des normes algériennes unifiées relatives aux produits importés destinés à la consommation locale. L'objectif est de fixer un cadre technique plus strict, d'unifier les critères de conformité et de renforcer la protection du consommateur contre les produits non conformes ou potentiellement dangereux. Ce futur dispositif permettra, en outre, d'assurer un suivi en temps réel des capaci-

tés analytiques des laboratoires et d'orienter les échantillons vers les structures les plus compétentes. Une démarche qui vise à améliorer l'efficacité du système national de contrôle et à consolider la sécurité sanitaire et alimentaire du pays.

OPTIMISATION DES CAPACITÉS DE CONTRÔLE

Lors de la réunion, le ministre de la Santé a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités nationales en matière d'analyse et de contrôle sanitaire, ainsi que de développer des mécanismes de détection précoce des risques liés aux produits importés. L'objectif est de garantir leur conformité aux normes en vigueur et de protéger la santé publique.

Il a également souligné l'importance de mettre en place un réseau national unifié regroupant les différents laboratoires à l'échelle du pays. Ce dispositif permettrait d'améliorer la coordination, le partage des données et des expertises, ainsi que l'utilisation optimale des ressources humaines et techniques disponibles.

Enfin, ce système intégré assurerait un suivi en temps réel des capacités analytiques et une orientation plus efficace des échantillons vers les laboratoires spécialisés, contribuant ainsi à renforcer l'efficacité du dispositif de contrôle et la sécurité sanitaire nationale.

S. Smati

L'ALGÉRIE EN ATTENTE D'UN SIGNAL FORT DU GAFI Fin de la liste grise ?

À quelques jours d'une échéance internationale décisive, l'Algérie se trouve au centre de toutes les attentions financières et réglementaires. La réunion plénière du Groupe d'action financière, prévue du 15 au 19 juin 2026 à Paris, constitue un moment charnière susceptible d'entériner la sortie du pays de la «liste grise», qui regroupe les juridictions placées sous surveillance renforcée en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

DES PROGRÈS RECONNUS

Selon les éléments issus des dernières évaluations, l'Algérie a franchi des étapes significatives dans la mise en œuvre de son plan d'action. Lors de la plénière de février 2026, l'organisation internationale a estimé que le pays avait «substantiellement achevé» les engagements exigés, ouvrant ainsi la voie à une reconnaissance plus large des réformes engagées. Dans le détail, les autorités ont procédé à une révision approfondie de l'évaluation des risques, avec une attention particulière portée aux secteurs considérés comme sensibles, notamment l'immobilier et les circuits bancaires.

Dans la même dynamique, la Banque d'Algérie a publié, le 30 avril 2026, l'instruction n°04-2026, instaurant une procédure unifiée de connaissance client applicable à l'ensemble des établissements financiers. Cette mesure vise à renforcer la traçabilité des opérations, à harmoniser les pratiques bancaires et à réduire les marges de vulnérabilité face aux risques de blanchiment. L'ensemble de ces réformes est désormais scruté par les experts internationaux, qui devront évaluer non seulement leur adoption formelle, mais surtout leur application effective sur le terrain.

C'est dans ce contexte de vigilance accrue que les conclusions de la session de Paris pourraient ouvrir la voie à un retrait offi-



ciel de l'Algérie de la liste de surveillance renforcée, sous réserve de validation de l'efficacité des dispositifs mis en place. Une telle évolution serait perçue comme un signal fort de crédibilité financière et de consolidation des réformes structurelles engagées ces dernières années. Sur le plan interne, cette dynamique de conformité et de transparence se traduit également par des initiatives sectorielles visant à renforcer la gouvernance publique. À Alger, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a supervisé une journée d'étude consacrée à la prévention de la corruption lors de la phase de préparation des marchés publics.

UNE MOBILISATION INSTITUTIONNELLE ÉLARGIE

Cette rencontre, organisée par le ministère, s'est tenue en présence de la présidente de l'Autorité supérieure de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Mme Salima Messrati, ainsi que de cadres centraux, de responsables d'établissements

publics économiques et de membres des commissions des marchés publics. Des responsables locaux y ont également participé par visioconférence, illustrant l'ampleur institutionnelle de la démarche.

Les travaux ont mis en évidence un enjeu central : la prévention des risques de corruption dès la phase initiale des marchés publics, considérée comme la plus sensible en raison de la définition des besoins et de la rédaction des cahiers des charges. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle, de garantir une concurrence loyale entre opérateurs économiques et de consolider les principes d'égalité dans l'accès à la commande publique. Experts, spécialistes et représentants des organes de contrôle ont également souligné l'importance de la transparence comme levier d'amélioration du climat des affaires. Plusieurs bonnes pratiques ont été présentées afin de sécuriser les procédures, limiter les interventions discrétionnaires et assurer une meilleure conformité aux standards de gouvernance.

UNE DYNAMIQUE GLOBALE DE RÉFORMES

Cette articulation entre réformes financières globales et renforcement de l'intégrité dans la gestion publique traduit une volonté d'alignement progressif sur les normes internationales. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large visant à améliorer la confiance des partenaires économiques, à renforcer la crédibilité institutionnelle et à moderniser les mécanismes de gestion publique.

À l'approche de la décision du GAFI, l'enjeu dépasse ainsi le seul cadre technique. Il engage l'image financière du pays, sa capacité à sécuriser ses flux économiques et à consolider un environnement réglementaire stable. Entre réformes bancaires, ajustements législatifs et lutte contre la corruption, l'Algérie aborde une phase où les résultats concrets seront déterminants pour la reconnaissance internationale de ses efforts.

Assia M.

Tebboune préside une réunion du Haut- Conseil de sécurité

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi dernier, une réunion du Haut-Conseil de sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, préside, jeudi, une réunion du Haut-Conseil de sécurité», indique un communiqué de la Présidence de la République.

ALGÉRIE-OUZBÉKISTAN

Un partenariat en construction

Alger et Tachkent affichent leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leurs relations bilatérales, en misant sur une coopération économique plus structurée et des partenariats sectoriels à fort potentiel.

La visite en Algérie du ministre des Affaires étrangères de l'Ouzbékistan, Bakhtiyor Saidov, a permis de réaffirmer une ambition commune : élever les relations algéro-ouzbèkes à un niveau supérieur, à la hauteur des opportunités encore sous-exploitées entre les deux pays.

Reçu par le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, le chef de la diplomatie ouzbèke a pris part à des entretiens en tête à tête, suivis d'une séance de travail élargie aux deux délégations. Les discussions ont mis en évidence une volonté partagée de structurer et d'intensifier la coopération bilatérale.

Au-delà d'un climat politique jugé positif, les deux parties ont insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes pérennes de coopération, notamment une commission mixte et un conseil d'affaires. L'objectif est de transformer une relation encore largement institutionnelle en une dynamique économique concrète, fondée sur des projets communs et des échanges réguliers entre opérateurs.

Plusieurs secteurs prioritaires ont été identifiés, notamment les

mines, l'énergie, l'agriculture, le commerce et la culture. Les deux pays ont également souligné l'importance de renforcer le cadre juridique de leur coopération, condition essentielle pour accompagner l'intensification des échanges. Les discussions ont également porté sur les enjeux régionaux et internationaux dans un contexte marqué par la prochaine présidence de l'Ouzbékistan du Mouvement des non-alignés, prévue en janvier prochain.

VERS UN CADRE INSTITUTIONNEL RENFORCÉ

La rencontre s'est conclue par la signature d'un accord d'exemption de visa pour les passeports diplomatiques, ainsi que d'un mémorandum d'entente entre les instituts diplomatiques des deux pays. Ces instruments visent à consolider le cadre institutionnel de la coopération.

La dimension économique a ensuite été approfondie lors des échanges avec le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de dynamiser les échanges commerciaux et de faciliter la circulation des biens ainsi que des opérateurs économiques.

Dans cette perspective, la Zone



de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) est apparue comme une opportunité stratégique pour élargir les débouchés et encourager de nouveaux partenariats. La création d'un conseil d'affaires algéro-ouzbèke est également envisagée afin de structurer le dialogue entre les milieux d'affaires.

LES MINES, SECTEUR STRATÉGIQUE

Le secteur minier figure parmi les axes prioritaires de coopération. Reçu par le ministre des Mines, Mourad Hanifi, le chef de la diplomatie ouzbèke s'est informé de la nouvelle stratégie sectorielle, centrée sur l'attractivité des

investissements.

Les deux pays affichent une ambition commune de développer un partenariat stratégique dans ce domaine, misant sur la valorisation locale des ressources et la structuration de chaînes de valeur industrielles intégrées. La coopération pourrait également inclure la formation et le transfert de compétences, notamment dans la prospection géologique et l'exploitation minière, autour de ressources stratégiques telles que le cuivre, le zinc, l'or ou le lithium.

UNE DYNAMIQUE DE RAPPROCHEMENT

Cette visite illustre une dynamique de rapprochement en

cours de structuration entre Alger et Tachkent. Entre volonté politique affirmée et ambitions économiques croissantes, les deux capitales cherchent à transformer une coopération encore limitée en un partenariat durable et multidimensionnel, aligné sur leurs stratégies de diversification économique et d'ouverture internationale. Lors de son audience avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le chef de la diplomatie ouzbèke a exprimé sa satisfaction.

«Nous avons été honorés d'être reçus par le président de la République Abdelmadjid Tebboune», a-t-il écrit sur son compte Telegram, transmettant les salutations du président ouzbek Shavkat Mirziyoyev. Il a indiqué que les discussions ont porté sur l'intensification du dialogue politique, l'élargissement de la coopération économique et des investissements, ainsi que le renforcement des relations culturelles et humaines. Le responsable ouzbek a également évoqué les enjeux régionaux et la coopération au sein des organisations internationales, saluant «l'engagement des autorités algériennes en faveur du développement des relations bilatérales».

Synthèse Smail R.

PLUSIEURS NOUVEAUX AMBASSADEURS REÇUS PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

Volonté de coopération et engagement

Plusieurs nouveaux ambassadeurs en Algérie, reçus par le président de la République auquel ils ont remis leurs lettres de créance, ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération, notamment dans le domaine économique.

À ce titre, le nouvel ambassadeur de la République de Corée auprès de l'Algérie, Min Kyung-tae, dans une déclaration à la presse après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Kyung-tae a exprimé la volonté de son pays de «soutenir la vision de l'Algérie nouvelle à travers l'appui aux opportunités prometteuses de coopération dans les domaines des énergies renouvelables, du dessalement de l'eau, de l'agriculture intelligente, de la transformation numérique et de l'industrie de pointe, y compris l'industrie automobile et la construction navale». Et de rappeler que la République de Corée «possède une grande expertise en matière de développement des compétences et d'investissement durable». Evoquant les domaines requérant «une confiance et une coopération à long terme», l'ambassadeur a souligné que son pays est «pleinement disposé à œuvrer avec l'Algérie en tant que partenaire fiable, dans le respect total de sa souveraineté et de l'indépendance de sa décision stratégique». Min Kyung-tae a déclaré qu'«en dépit de

l'éloignement géographique entre les deux pays, nos deux peuples partagent des expériences historiques importantes», rappelant que les deux pays ont «recouvré leur liberté grâce à la résilience et à la volonté, cette mémoire partagée constituant le fondement d'une relation basée sur la confiance et le respect mutuel».

Il a, en outre, affirmé «qu'il ne ménagera aucun effort pour renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays», tout en réitérant sa détermination à «œuvrer main dans la main avec les autorités algériennes (...) afin de rendre notre partenariat stratégique plus efficace et bénéfique pour les deux peuples».

AU-DELÀ DU GAZ

Pour sa part, la nouvelle ambassadrice de la République italienne, Mme Alessandra Schiavo, a exprimé la détermination de son pays à œuvrer au renforcement des relations d'amitié et de partenariat avec l'Algérie. Mme Schiavo a également mis en avant la «tradition d'entente millénaire liant les deux peuples», évoquant, à cette occasion, l'ami de l'Algérie, Enrico Mattei, «qui a toujours considéré les Algériens comme ses pairs».

Abordant les relations économiques entre les deux pays, l'ambassadrice italienne a affirmé son souhait de les voir se hisser

à la hauteur du dialogue politique bilatéral «qui a désormais atteint une dimension stratégique», relevant, à ce propos, que «des centaines d'entreprises algériennes et italiennes aspirent à coopérer afin de contribuer à la croissance des deux pays».

«Nous voulons travailler avec vous pour franchir de nouvelles étapes de coopération, non seulement dans la production du gaz et du pétrole, mais également dans les domaines de la dé-carbonation, de la réduction du torchage et des énergies renouvelables», a-t-elle poursuivi. Par ailleurs, la diplomate italienne a estimé que l'Algérie et son pays sont en mesure de «bâtir ensemble un avenir commun de progrès, de stabilité et d'espoir dans un monde de plus en plus fragmenté et fragile».

LIENS PRIVILÉGIÉS

Le nouvel ambassadeur de la Tanzanie Mobhare, Holmes Matinyi, a salué, pour sa part, le niveau des relations unissant les deux pays et «les liens fraternels profonds fondés sur une histoire commune de lutte pour la libération de l'Afrique». «Cet esprit de solidarité demeure ancré à ce jour», a-t-il dit, soulignant l'existence de «grandes potentialités pour le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays partageant des valeurs communes». Le nouvel ambassadeur de la République du Soudan,

Abdelhafid El-Awad Sid Ahmed El-Fekki, a souligné, lui aussi, «l'attachement des dirigeants soudanais à la consolidation des liens privilégiés avec l'Algérie et au renforcement des relations de coopération dans tous les domaines, d'autant que le Soudan s'appête à amorcer une grande phase de reconstruction où il est prêt à accorder toutes les facilités aux entreprises algériennes souhaitant travailler dans le pays». Il a, en outre, indiqué avoir «présenté au président de la République un exposé sur la situation militaire sur le terrain, marquée par la progression des forces armées soudanaises sur l'ensemble des fronts et la reprise de la majorité du territoire national, malgré la poursuite des ingérences militaires extérieures visant à saper l'unité du Soudan». Il a ajouté avoir informé le président de la République du «retour à la normale dans la capitale Khartoum, avec la reprise des activités de l'ensemble des ministères et institutions de l'Etat dans cette ville(...)». Il a, par ailleurs, précisé avoir informé le président de la République de «l'ampleur du complot ourdi contre le Soudan par des forces du mal cherchant à déstabiliser la région et à soumettre ses peuples», soulignant «l'échec du projet de prise de pouvoir au Soudan par la milice rebelle».

R. N.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FRAUDE AU BAC

Saâdaoui intransigeant

Le ministre de l'Éducation nationale a assuré que l'ensemble des moyens humains, matériels et technologiques ont été mobilisés pour garantir un baccalauréat «intègre et crédible».

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Sghir Saâdaoui, a réaffirmé que l'ensemble des moyens humains, matériels et technologiques ont été mobilisés afin de renforcer l'intégrité des examens du baccalauréat et de lutter contre le phénomène de la triche dans les établissements scolaires. S'exprimant lors d'une allocution prononcée à l'occasion de la sortie de confinement des enseignants et des concepteurs de sujets, après la fin des épreuves de la session de juin 2026, il a mis en avant les efforts conjoints de l'ensemble des acteurs du secteur pour garantir un examen national «intègre et crédible».

Le ministre a, dans ce cadre, salué l'engagement des enseignants, des surveillants et des équipes pédagogiques, qu'il a qualifiés de piliers essentiels dans la réussite de cette organisation. Il a souligné que leur sens des responsabilités et leur mobilisation sur le terrain ont permis de mener une campagne qu'il a décrite comme exemplaire en faveur de la préservation de la transparence des examens. Selon lui, cette dynamique s'inscrit dans une volonté plus large de consolidation de la confiance dans l'école publique et dans les mécanismes d'évaluation nationaux.

TOLÉRANCE ZÉRO

Abordant la question de la triche, le ministre a insisté sur la poursuite des efforts visant à assainir le milieu éducatif de toutes les pratiques susceptibles de



nuire à l'égalité des chances. Il a indiqué que les comportements négatifs restent limités par rapport aux années précédentes, grâce notamment au renforcement des dispositifs de surveillance et à l'utilisation de moyens techniques permettant de détecter toute infraction aux règles de l'examen, qu'elle émane d'un élève ou d'un encadreur. Il a, dans le même esprit, appelé à une prise de conscience collective et à une coopération de tous les partenaires de la communauté éducative pour préserver un climat scolaire sain.

Dans une déclaration ferme, le ministre a rappelé que le secteur poursuivra l'élimination de toute forme de fraude, affirmant qu'aucun dépassement ne sera toléré. Évoquant une formule à portée morale large-

ment relayée dans son intervention, il a déclaré que «celui qui nous trompe n'est pas des nôtres», ajoutant qu'aucune place ne sera laissée à ceux qui tentent de transgresser les règles, qu'ils soient élèves, enseignants, surveillants ou toute autre personne impliquée dans le processus. Il a assuré que la famille éducative doit retrouver et consolider ses valeurs fondées sur le mérite, l'effort et l'intégrité.

Par ailleurs, Mohamed Sghir Saâdaoui a estimé que l'organisation de l'examen du baccalauréat cette année s'est déroulée dans des conditions de qualité et de rigueur jugées satisfaisantes. Il a relevé que les candidats ont, dans leur majorité, exprimé leur satisfaction quant aux sujets proposés, considérés comme équilibrés et conformes

aux programmes. Le ministre a également salué le comportement responsable des élèves, qui ont contribué, selon lui, à préserver la transparence de l'examen en évitant les pratiques susceptibles de le compromettre.

Dans ce contexte, il a rendu hommage au travail des inspecteurs et des concepteurs de sujets, estimant que les épreuves élaborées ont respecté les standards pédagogiques et les exigences de l'évaluation nationale. Il a souligné que l'ensemble des centres d'examen ont fonctionné de manière organisée, traduisant la capacité des institutions de l'État à assurer le bon déroulement de ce rendez-vous scolaire majeur.

Abordant la phase actuelle du processus, le ministre a annoncé que les résultats du baccalauréat de la session de juin 2026 seront rendus publics dès l'achèvement des opérations de correction des copies. Il a précisé que cette étape se déroule selon des mécanismes rigoureux visant à garantir l'objectivité, l'équité et la transparence dans l'évaluation des candidats. Selon lui, la priorité est donnée à une correction précise et conforme aux normes pédagogiques en vigueur.

APPEL À LA VIGILANCE FACE AUX RUMEURS

Le ministre a appelé les parents d'élèves à faire preuve de patience et à ne pas céder aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux concernant les dates ou les modalités de publication des résultats. Il a insisté sur le fait que seules les communications officielles du ministère feront foi. S'adressant aux familles, il a tenu à rassurer en déclarant

«Soyez rassurés, vos enfants sont entre de bonnes mains», réaffirmant l'engagement du secteur à préserver les intérêts des candidats et à garantir la qualité du système éducatif dans son ensemble.

I.K.

OXFORD ACCUEILLE LA CHAIRE ÉMIR ABDELKADER

Un nouveau pont académique algéro-britannique

Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une délégation conduite par le ministre d'État, recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, effectue une visite officielle au Royaume-Uni, a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du rectorat de la Grande-Mosquée d'Alger.

Cette visite sera marquée par la supervision de la cérémonie de lancement de la chaire Émir Abdelkader au Centre d'études islamiques d'Oxford. Cette initiative académique d'envergure vise à promouvoir la recherche scientifique et les études interdisciplinaires autour de la pensée humaniste et de l'héritage civilisationnel de l'Émir Abdelkader. Elle s'accompagne également



de l'inauguration de la salle de l'Algérie au sein de cette prestigieuse institution universitaire, symbole du rayonnement culturel et académique de l'Algérie à l'international. Selon la même source, le lancement

de cette chaire constitue une étape scientifique et culturelle majeure, destinée à valoriser les contributions de l'Émir Abdelkader dans les domaines de l'État, du savoir et du dialogue interculturel. Il s'agit également de mettre en lumière son rôle historique dans la promotion des valeurs de paix, de tolérance et de coexistence entre les civilisations, à travers une approche académique ouverte sur les grandes problématiques contemporaines des sciences humaines et sociales.

Le projet s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération académique et scientifique entre l'Algérie et le Royaume-Uni, notamment à travers le développement de partenariats entre institutions d'enseignement supérieur et de recherche des deux pays. L'objectif est de favoriser les échanges intellectuels, de sou-

tenir la production scientifique et de consolider la présence des chercheurs algériens dans les espaces universitaires internationaux.

Le lancement de la chaire s'accompagne d'un programme de bourse de recherche destiné à accueillir dix chercheurs invités dans les domaines des sciences humaines, sociales et des lettres. Sélectionnés à l'issue d'entretiens en visioconférence, les candidats devront être de nationalité algérienne et maîtriser l'anglais.

Ce programme, inscrit dans un protocole d'accord entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Centre d'études islamiques d'Oxford, vise à renforcer la coopération scientifique internationale, encourager la mobilité académique et valoriser la recherche algérienne à l'échelle mondiale.

FORUM DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 2026

L'État engage sa transformation numérique

Le ministère de la Communication organise aujourd'hui, à Alger, le Forum de la communication institutionnelle 2026, consacré à la modernisation de la communication au sein des institutions publiques face aux profondes mutations numériques.

Cette rencontre réunit

responsables de communication, experts, universitaires et journalistes. Elle vise à adapter la communication institutionnelle aux évolutions technologiques et à l'essor du numérique, en plaçant au cœur de la gouvernance et de la gestion de l'image publique.

Le forum ambitionne

de définir une vision commune pour une stratégie intégrée et de promouvoir des pratiques plus efficaces. Il s'inscrit dans une démarche de réforme visant à renforcer la confiance entre l'administration et les citoyens.

Les travaux porteront sur les transformations

du paysage médiatique, les enjeux du numérique, l'accès à une information fiable et la lutte contre les infos. Deux ateliers sont prévus : le rôle des médias nationaux dans la communication institutionnelle et la structuration du métier de chargé de communication à l'ère numérique.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

Alger renforce son réseau de partenariats

Dans un contexte de diversification des partenariats énergétiques, l'Algérie explore de nouvelles opportunités d'investissement avec Oman et l'Inde, tout en consolidant la coopération technique avec le Tchad dans le secteur des hydrocarbures.

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné, jeudi, à Alger, avec le président du conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Cheikh Saad Suhail Bahwan, les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et de la pétrochimie et d'élargir les investissements conjoints, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur du Sultanat d'Oman en Algérie, Saif Rashid Al-Badaai, et de cadres du ministère, a porté sur les relations entre Sonatrach et Suhail Bahwan Holding et les perspectives de leur développement, notamment dans les projets de production d'engrais, en particulier l'ammoniac et l'urée. Les deux parties ont également évoqué les opportunités d'élargissement des investissements du groupe omanais en Algérie, tout en soulignant la nécessité d'intensifier les concertations techniques et commerciales afin de concrétiser des projets conjoints à forte valeur ajoutée.

Les entretiens entre Arkab et l'ambassadeur omanais ont également abordé la coopération entre Sonatrach et la société Abraj Energy Services, notamment dans le cadre du protocole d'entente portant sur l'étude des opportunités de partenariat dans le forage, la maintenance des puits et les services pétroliers spécialisés.

Les discussions ont également porté sur le développement de projets intégrés, l'échange d'expertises et la formation dans les métiers des hydrocarbures.

Au terme de la rencontre, les deux par-



ties ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération économique et les investissements entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman.

SEEPKO SOUHAITE RENFORCER SA PRÉSENCE

Le ministre d'État a également reçu le directeur exécutif de la société indienne Sterling Oil Exploration & Energy Production Co (Seepco), Mohit Barot. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération avec Sonatrach dans les domaines de l'exploration, du développement et de la production pétrolière et

gazière, ainsi que les opportunités d'investissement en Algérie et à l'international, notamment en Afrique.

Les deux parties ont également abordé la coopération sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur, incluant le raffinage, la pétrochimie, l'innovation technologique, la protection de l'environnement et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

À cette occasion, Mohamed Arkab a présenté la stratégie nationale de développement du secteur des hydrocarbures, mettant en avant les opportunités offertes par l'Algérie et les avantages prévus par la loi

sur les hydrocarbures pour les investisseurs étrangers.

De son côté, le responsable de Seepco a exprimé la volonté de son entreprise de renforcer sa présence en Algérie et de développer ses partenariats avec Sonatrach. Basée à Lagos, la société Seepco est spécialisée dans l'exploration et la production pétrolière et gazière en Afrique.

PARTAGE D'EXPERTISE DANS LE SECTEUR AVAL PÉTROLIER

Par ailleurs, un atelier conjoint entre l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Autorité de régulation du secteur pétrolier aval du Tchad (ARSAT) a débuté jeudi à Alger et se poursuivra jusqu'au 17 juin.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un protocole de coopération visant à renforcer l'échange d'expertises dans les domaines de la sécurité industrielle, de la protection de l'environnement, de la numérisation, du contrôle de la qualité et de la régulation du secteur aval pétrolier.

Elle permet également de partager l'expérience algérienne en matière de gestion des infrastructures pétrolières et de soutenir le projet de création d'une raffinerie au Tchad. Dans ce cadre, la délégation tchadienne effectuera des visites d'installations industrielles et logistiques afin de s'inspirer des bonnes pratiques algériennes.

À travers cette initiative, l'ARH réaffirme son engagement en faveur du renforcement de la coopération africaine et du partage d'expertise dans le secteur des hydrocarbures.

R. N.

GLOBAL ENERGY SHOW 2026

L'Algérie séduit les investisseurs

Une délégation du secteur algérien des hydrocarbures a pris part au Salon et à la Conférence mondiale de l'énergie (Global Energy Show Canada 2026), organisée du 9 au 11 juin à Calgary, l'un des principaux rendez-vous internationaux dédiés à l'industrie énergétique.

Cet événement a réuni des responsables gouvernementaux, des dirigeants de compagnies pétrolières et gazières, des investisseurs ainsi que des experts internationaux, confirmant son statut de plateforme stratégique d'échanges sur les enjeux actuels du secteur énergétique.

La délégation algérienne, composée de représentants du ministère des Hydrocarbures, de Sonatrach et de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), a participé à la cérémonie d'ouverture et multiplié les rencontres avec des acteurs publics et privés du secteur.

L'INVESTISSEMENT ET LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Ces échanges ont porté sur les perspectives de coopération et d'investissement dans l'exploration et le développement des champs pétroliers et gaziers, la

pétrochimie, ainsi que les technologies de réduction des émissions carbone, notamment les projets de capture et stockage du carbone (CCS). La délégation a également présenté les réformes engagées par l'Algérie pour renforcer l'attractivité du secteur des hydrocarbures, mettant en avant les dispositions de la loi sur les hydrocarbures en matière de transparence, de stabilité juridique et d'incitations pour les investisseurs. Elle a, par ailleurs, exposé les opportunités offertes dans le cadre de la Algeria Bid Round 2026, qui propose sept périmètres d'exploration à fort

potentiel pétrolier et gazier.

L'IMPORTANCE DU TSGP SOULIGNÉE

En marge de l'événement, le projet du gazoduc transsaharien (TSGP) a été mis en lumière comme l'un des projets énergétiques structurants du continent africain. Ce corridor stratégique, destiné à relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger, a suscité un vif intérêt lors des discussions.

Le ministre d'État nigérian chargé des ressources pétrolières et du gaz, Ekperikpe Ekpo, a souligné l'importance de ce projet dans le renforcement des capaci-

tés d'exportation du gaz naturel vers les marchés internationaux, notamment européens, via l'Algérie. Il a également insisté sur son rôle dans la promotion de l'intégration énergétique africaine et de la sécurité énergétique. À travers cette participation, l'Algérie entend consolider sa présence dans les grands forums énergétiques internationaux, promouvoir ses opportunités d'investissement et renforcer ses partenariats avec les acteurs mondiaux du secteur, confirmant ainsi son positionnement en tant que fournisseur énergétique fiable et stratégique.

R. N.

ROUTE TRANSSAHARIENNE

Des entreprises algériennes en mission au Tchad

Des entreprises algériennes du secteur des travaux publics entameront prochainement les travaux de réalisation des deux tronçons restants de la Route transsaharienne en République du Tchad, a indiqué, jeudi, un responsable du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Selon le directeur général des infrastructures au ministère, Smail Rabehi, intervenant sur la Radio nationale, ces chantiers seront lancés dans les prochains jours, conformément aux orientations des autorités publiques visant à ren-

forcer la coopération économique entre l'Algérie et les pays africains. Les tronçons concernés s'étendent sur 97 km et 85 km. Leur achèvement permettra de rapprocher davantage la concrétisation de cet axe routier continental, déjà largement avancé dans plusieurs pays. Smail Rabehi a rappelé que l'Algérie, la Tunisie et le Nigeria ont finalisé leurs sections respectives, tandis que les travaux se poursuivent au Mali, au Niger et au Tchad. Par ailleurs, 727 km de routes font actuellement l'objet d'opérations d'entretien et de

modernisation dans le Grand-Sud algérien. Le responsable a souligné que l'expertise des entreprises algériennes, déjà prouvée à l'échelle nationale et internationale, constitue un atout majeur pour la finalisation des tronçons tchadiens. Longue de plus de 10 000 km entre Alger et Lagos, la Route transsaharienne affiche un taux d'avancement supérieur à 90%. Elle comprend un axe principal de 4.500 km reliant Alger à Lagos, ainsi que plusieurs ramifications stratégiques reliant notamment Tunis, Bamako et N'D-

jamena. L'Algérie a accueilli, en début de semaine, la 77e session du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), consacrée aux perspectives de transformation de cet axe en corridor économique continental. Les participants ont réaffirmé le rôle central de l'Algérie dans ce projet et son engagement à soutenir son aboutissement, considéré comme un levier majeur d'intégration et de développement en Afrique. La prochaine session du CLRT est prévue à N'Djamena durant l'année en cours.

CENTRE « ENRICO MATTEI » À SIDI BEL ABBÈS

Un nouveau jalon dans le partenariat agricole

Ce projet structurant ambitionne de devenir un pôle d'excellence dédié à la modernisation de l'agriculture, à la formation des compétences et à la promotion de la recherche scientifique au service de la sécurité alimentaire en Algérie.

À Sidi Bel Abbès, un projet structurant est en train de voir le jour avec la création du Centre de formation, de recherche et d'innovation agricole « Enrico Mattei », appelé à devenir un pôle d'excellence au service de la modernisation de l'agriculture nationale. Inscrit dans le cadre de la coopération algéro-italienne, ce projet s'inscrit également dans les efforts déployés par l'Algérie pour renforcer sa sécurité alimentaire, développer les compétences nationales et promouvoir l'innovation dans le secteur agricole.

Implanté sur le site de l'ancien Institut agricole d'élevage, actuellement en cours de réhabilitation et de modernisation, le futur centre disposera d'infrastructures de pointe comprenant des laboratoires scientifiques et techniques, des salles de formation, des espaces de recherche ainsi que des équipements destinés à l'accueil des chercheurs, enseignants et étudiants. Selon les informations communiquées à l'issue d'une visite de terrain effectuée par les responsables du projet, les travaux avancent à un rythme soutenu, laissant entrevoir une mise en service dans des délais rapprochés.

FORMER LES COMPÉTENCES DE DEMAIN

Le projet repose sur un partenariat entre l'Université Djillali Liabès de Sidi Bel Abbès et l'Université italienne de la Tuscia. Cette coopération vise à favoriser l'échange de connaissances, le développement de la recherche appliquée et la formation de ressources humaines qualifiées dans des domaines stratégiques tels que les technologies agricoles, l'innovation agroalimen-



taire et la gestion durable des systèmes de production. À travers cette initiative, l'Algérie entend renforcer ses capacités nationales dans un secteur considéré comme prioritaire pour son développement économique et social.

UN LEVIER POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le choix de la wilaya de Sidi Bel Abbès reflète l'importance accordée au développement agricole dans les régions à fort potentiel de production. Le futur centre s'inscrit dans la stratégie nationale visant à accroître la productivité agricole, réduire la dépendance aux importations alimentaires

et accompagner la transition vers une agriculture plus moderne, plus performante et mieux adaptée aux défis climatiques.

La formation spécialisée et la recherche scientifique constituent aujourd'hui des outils essentiels pour atteindre les objectifs fixés en matière de souveraineté alimentaire.

UNE COOPÉRATION FONDÉE SUR LE TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE

Dans le cadre de ce projet, les autorités algériennes ont mis à disposition les infrastructures nécessaires à son implantation, tandis que le partenaire italien contribue par l'apport d'expertise, d'équipements

technologiques et de programmes de formation.

Cette démarche privilégie le transfert de compétences et la valorisation du capital humain, avec pour objectif de doter l'Algérie de nouvelles expertises dans les métiers de l'agriculture et de l'agro-industrie.

Le Centre « Enrico Mattei » figure parmi les principaux projets de coopération développés entre l'Algérie et l'Italie. Il traduit la volonté commune des deux pays d'élargir leur partenariat au-delà du secteur énergétique pour l'étendre à des domaines stratégiques liés au développement durable, à la formation et à l'innovation.

VERS UN PARTENARIAT ÉLARGI

Le choix du nom « Enrico Mattei » revêt une portée particulière. Fondateur de l'ENI et personnalité marquante de la politique énergétique italienne, Enrico Mattei est également reconnu en Algérie pour son soutien à la lutte de libération nationale. Son engagement en faveur du Front de libération nationale (FLN) et du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) durant la guerre de Libération lui a valu une place singulière dans la mémoire historique du pays.

Longtemps centrée sur l'énergie, la coopération entre Alger et Rome s'oriente désormais vers de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée. Avec la création du Centre « Enrico Mattei » à Sidi Bel Abbès, les deux pays ouvrent une nouvelle étape de leur partenariat, fondée sur le développement des compétences, l'innovation agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, au bénéfice des générations futures.

REGIONAL PITCH COMPETITION

L'Algérie en lice pour la finale africaine

La start-up algérienne Singularity Computing représentera l'Algérie lors de la finale africaine du Regional Pitch Competition (GEC+Afrika 2026), prévue les 16 et 17 septembre en Afrique du Sud, a annoncé jeudi à Alger le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. S'exprimant à l'issue de la cérémonie de sélection, le ministre a salué cette qualification, rappelant que cette initiative, portée par le Global Entrepreneurship Network (GEN) dans

plusieurs pays africains, vise à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat à l'échelle du continent. Selon lui, plus de 59 projets ont été enregistrés en Algérie dans le cadre de cette édition. Après plusieurs phases de sélection, dix start-up ont accédé à la finale nationale, à l'issue de laquelle Singularity Computing a été choisie pour représenter le pays lors de la compétition continentale, qui réunira une vingtaine de pays africains. Le ministre a affirmé que son département entend renforcer la participation

des porteurs de projets algériens aux grands rendez-vous africains de l'innovation, estimant que ces plateformes constituent des opportunités de visibilité et de croissance pour les start-up nationales.

Il a également salué la qualité du processus de sélection, mené par un jury mixte national et international, mettant en avant l'importance de transformer les projets innovants en entreprises viables et compétitives au service de l'économie nationale.

Spécialisée dans le calcul

scientifique appliqué à l'ingénierie industrielle, Singularity Computing développe des solutions numériques basées sur les mathématiques appliquées et l'intelligence artificielle. Selon son fondateur, Mohamed Labadi, le logiciel conçu par l'entreprise permet d'accompagner la conception de produits de haute technologie dans plusieurs secteurs, notamment l'aéronautique, l'automobile et l'ingénierie industrielle.

Dix start-up avaient été sélectionnées pour la phase finale nationale après plusieurs étapes

éliminatoires. Les projets ont été présentés devant un jury composé d'experts nationaux et africains de l'entrepreneuriat, dont certains en présentiel et d'autres en visioconférence depuis l'Afrique du Sud. L'événement, organisé par Algeria Venture en partenariat avec GEN Algeria, vise à structurer un écosystème entrepreneurial dynamique et à offrir aux jeunes entreprises innovantes une plateforme de présentation, de mise en relation avec des investisseurs et d'accès à des réseaux internationaux.

PRODUCTION NATIONALE

Rezig mobilise les industriels de l'électronique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a réuni mercredi à Alger les fabricants d'appareils électroniques et électroménagers afin de renforcer la production nationale et soutenir la substitution aux importations, selon un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, il a appelé les opérateurs du secteur à développer leurs solutions industrielles pour



répondre aux besoins du marché national, notamment dans

les domaines de l'hôtellerie et du tourisme.

Le ministre a également salué la dynamique de la filière, marquée par la progression des exportations et la présence croissante des produits algériens à l'international.

Il a enfin réaffirmé l'engagement de son département à accompagner les opérateurs économiques dans leurs efforts de développement de la production nationale et des exportations hors hydrocarbures.

INNOVATION LOGISTIQUE

Le port de Skikda renforce sa performance

Le port de Skikda a mis en œuvre une méthode innovante de chargement des conteneurs vides afin d'améliorer la productivité de ses opérations et de réduire le temps d'escale des navires. L'opération a consisté à charger simultanément trois conteneurs vides de 40 pieds à bord d'un porte-conteneurs.

Selon l'Entreprise portuaire de Skikda, cette technique a permis d'atteindre une cadence d'environ 30 conteneurs par heure, tout en optimisant l'utilisation des équipements de manutention et des ressources humaines. Elle contribue également à réduire les coûts d'exploitation, à fluidifier les opérations logistiques et à renforcer la compétitivité du port aux niveaux national et régional.

SAISON ESTIVALE

Des équipes d'inspection sur le terrain



Des équipes d'inspection relevant du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et des Transports investissent le terrain afin de constater de visu l'état de préparation au niveau des plages et les villes côtières en prévision de la saison estivale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Dans ce cadre, les commissions composées également des membres du Comité national pour la préparation de la saison estivale et le suivi de son déroulement ont effectué des inspections sur un certain nombre de plages autorisées à la baignade ainsi que les installations qui y sont affiliées. Ces équipes, explique le ministère, procèdent à la vérification du degré de préparation

des postes de surveillance relevant de la protection civile, de la police et de la gendarmerie nationale et examinent la situation de la propreté et de l'aménagement des lieux. Elles s'assurent aussi de la disponibilité des installations sanitaires et des services et évaluent les conditions d'exploitation des parkings et le respect de la réglementation en vigueur sur les plages.

Ces commissions tiennent par ailleurs des réunions d'évaluation avec les autorités locales et différents acteurs et intervenants, consacrées à l'étude du niveau d'avancement des préparatifs, à la détermination des lacunes recensées et à la prise en charge de leur correction en temps opportun, a ajouté le communiqué. Objectif: garantir les meilleures conditions pour les estivants et de renforcer la qualité des services qui leur sont offerts, a souligné encore la même source. «Cette opération confirme l'engagement du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports à

assurer un suivi de terrain direct de toutes les préparations liées à la saison estivale, et à veiller à fournir tous les moyens nécessaires pour réussir ce rendez-vous annuel important, garantissant le confort et la sécurité des citoyens», a conclu le communiqué. A Tipaza, la commission accompagnée des membres de la commission sectorielle de wilaya, la délégation procède à des visites de terrain des 53 plages autorisées à la baignade et tient des réunions avec les responsables locaux concernés. A l'issue des visites de terrain effectuées sur l'ensemble des plages de la wilaya, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, a présidé jeudi une réunion d'évaluation en présence des membres de la commission nationale. A Jijel, les membres de la commission ministérielle ont entamé mardi une série de visites à travers plusieurs plages autorisées à la baignade dans les communes côtières de la wilaya de Jijel afin d'évaluer les conditions de sécurité et de s'assurer de la

disponibilité des services essentiels aux estivants et des installations et autres équipements mis à leur disposition. Ainsi, les structures de sécurité de la gendarmerie nationale et de la protection civile, ainsi que les bureaux des gestionnaires des plages, ont été inspectés, en plus de la vérification de la propreté du littoral, de son environnement, et de l'entretien des installations sanitaires gérées par les plagistes. La commission s'est également assurée de l'état de disponibilité des parkings pour véhicules, de l'affichage d'informations utiles et de l'application de tarifs unifiés, selon la même source qui a indiqué que les membres de la commission ont recommandé le respect strict des espaces accordés aux plagistes et de la gratuité de l'accès aux plages et ce, en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur dans le domaine de l'exploitation des plages. La démarche vise à garantir la protection des droits des citoyens et d'améliorer la qualité des services.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et 238 blessés en 24 heures



Sept (7) personnes sont décédées et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans

plusieurs wilayas, indique jeudi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran, avec 2 décès, suite au renversement d'un véhicule sur le CW N 35, commune et daïra d'Oued Tlélat, précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, les éléments de la Protection civile ont effectué 149 interventions, ce qui a permis de sauver 105 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 35 personnes et d'évacuer 9 autres vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant, toutefois, le décès par noyade d'une (1) jeune fille de 22 ans dans la wilaya de Skikda. Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Relizane sont également intervenus suite à un glissement de terrain au lieu-dit Douar El-Hedjaibia, commune d'El-Guettar, daïra de Mazouna, ayant causé des blessures à 3 personnes. Un (1) autre cas de noyade a été également recensé dans la wilaya d'Illizi et concerne un jeune homme de 32 ans. Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les

incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 39 incendies dans plusieurs wilayas, ajoute le bilan de la Protection civile.

DEUX DISPARUS EN MER À BEJAIA

Les recherches toujours en cours

Les services de la Protection civile sont intervenus, hier, pour secourir une personne en difficulté et lancer des recherches pour retrouver deux autres disparus en mer au niveau de la plage d'Oued Tablout, dans la commune d'Aokas, à Bejaïa. Selon un communiqué de la Protection civile, la victime secourue est un jeune homme âgé de 22 ans. Après avoir reçu les premiers soins sur place, il a été évacué vers l'hôpital local. Les opérations de recherche se poursuivent activement afin de retrouver les deux personnes toujours portées disparues.

VISA POUR LA FRANCE

Nouveau service lancé en Algérie



Les demandeurs de visa pour la France peuvent désormais profiter d'un nouveau service proposé par Capago Algérie, prestataire exclusif des consulats français pour la collecte des demandes. Il s'agit d'un service de pré-vérification des documents. Ce service est «optionnel», souligne Capago Algérie. Le prestataire précise que ce nouveau service n'est disponible actuellement que pour les demandeurs dépendant de son centre d'Alger en attendant qu'il soit étendu aux centres d'Oran, d'Annaba et de Constantine. Capago Algérie explique qu'il permet aux demandeurs de «sécuriser leurs dossiers en amont du rendez-vous grâce à un contrôle de conformité réalisé par des agents qualifiés». Ce service permet ainsi au demandeur algérien d'un visa pour la France de vérifier, avant le dépôt, que son dossier de demande est conforme aux normes et aux exigences, ce qui maximise ses chances de décrocher le visa. Capago Algérie a cependant tenu à préciser que «la pré-vérification ne remplace pas l'instruction consulaire et ne garantit pas l'obtention du visa même lorsque le dossier est complet», assurant que la décision d'octroyer un visa ou non aux demandeurs reste toujours du ressort du consulat. De plus, Capago Algérie explique que ce nouveau service est destiné seulement aux demandeurs ayant déjà un rendez-vous, ajoutant que ses clients peuvent toujours profiter de la pré-vérification des documents «dans le cadre de l'offre intégrale, en activant cette option depuis leurs portail client».

ENVIRONNEMENT

Ban Ki-moon visite le parc de Oued Smar



L'ancien Secrétaire général des Nations Unies, président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), M. Ban Ki-moon, a effectué, mercredi, une visite au Parc de Oued Smar à Alger, accompagné de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, indique un communiqué du ministère. Au cours de cette visite, Mme Krikou a fourni à l'hôte de l'Algérie «des explications sur cette infrastructure environnementale stratégique pionnière, ainsi que sur les différents espaces et installations qu'elle abrite, illustrant la vision de l'Algérie en faveur de la promotion du développement durable». Cette visite, qui s'est déroulée en présence du wali délégué de la circonscription administrative d'El Harrach, M. Abdelwahab Zini, a été l'occasion de mettre en avant les efforts nationaux dans le domaine de la protection des écosystèmes et de la promotion des projets innovants alliant exigences du développement et préservation des ressources naturelles, conclut le communiqué.

AFFAIRE RÉDA KOUNINEF

Le parquet général réclame une peine plus lourde

Le dossier de l'homme d'affaires Réda Noah Kouninef a de nouveau été examiné devant la Cour d'appel d'Alger. Lors de l'audience tenue mardi dernier devant la 10e chambre pénale, le procureur général a requis l'aggravation de la peine prononcée en première instance contre celui qui fut considéré comme l'un des hommes d'affaires les plus influents sous l'ancien régime.

Par Redouane Hannachi

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a soutenu que l'accusé avait eu recours à «toutes les manœuvres illégales» afin de transférer à l'étranger d'importantes sommes en devises, plaidant ainsi pour un durcissement de la sanction.

DIX ANS DE PRISON EN PREMIÈRE INSTANCE

Pour rappel, le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'Hamed avait condamné, en janvier dernier, Réda Kouninef à dix années de prison ferme dans une affaire de blanchiment d'argent et de dissimulation de revenus d'origine criminelle. Le procès s'était tenu le 23 décembre 2025.

Outre la peine privative de liberté, le tribunal lui avait infligé une amende de huit millions de dinars et ordonné la confiscation de l'ensemble des biens et avoirs saisis dans le cadre de l'enquête.

La même peine avait été prononcée à l'encontre de son beau-frère, Manil Nouacera, actuellement en fuite. Les juges avaient alors confirmé le mandat d'arrêt international émis contre lui par le juge d'instruction puis validé par la chambre d'accusation de la Cour d'Alger.

Le beau-père de l'homme d'affaires,



Abdelaziz Nouacera, avait pour sa part été condamné à quatre ans de prison ferme, assortis d'une amende de huit millions de dinars et de la confiscation des biens saisis.

Le tribunal avait également condamné Réda Kouninef à verser 30 millions de dinars au Trésor public à titre de réparation, tandis que son fils et son beau-frère avaient été condamnés solidairement au paiement de 10 millions de dinars chacun.

UNE CONCESSION AGRICOLE AU CŒUR DE L'AFFAIRE

Les poursuites portent sur des faits de «blanchiment d'argent provenant de produits criminels liés à des actes de corruption». L'affaire est liée à l'exploitation d'une concession agricole située à Zéralda et appartenant à l'investisseur algéro-tunisien Belahcène Benabdellah, aujourd'hui décédé.

Selon l'accusation, Réda Kouninef aurait acquis en 2018 le droit d'usufruit d'une partie de cette exploitation avant de procé-

der à l'utilisation de biens et d'équipements sans disposer des justifications administratives et légales requises.

À la barre, l'accusé a rejeté l'ensemble des charges retenues contre lui. Il a soutenu que le contrat d'usufruit, conclu pour une durée de vingt ans contre un montant de cinq millions de dinars, constituait une transaction parfaitement légale entre deux personnes physiques. Il a également affirmé que le projet agricole envisagé n'avait jamais pu être concrétisé en raison de son incarcération puis de la pandémie de Covid-19.

LA DÉFENSE DÉNONCE DES IRRÉGULARITÉS

Lors du procès en première instance, le procureur de la République avait requis les peines maximales prévues par la loi ainsi que la confiscation de tous les biens saisis. Le Trésor public avait, de son côté, réclamé une indemnisation de cinq milliards de dinars au titre du préjudice subi.

La défense avait contesté les conclusions de l'enquête, dénonçant plusieurs «failles» dans les procédures préliminaire et judiciaire. Les avocats avaient plaidé la relaxe, estimant qu'aucun élément ne permettait d'établir un lien entre leur client et des faits de corruption impliquant des agents publics.

PLUSIEURS CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES

Réda Kouninef n'en est pas à sa première comparution devant la justice. L'ancien patron du groupe KouGC a déjà été condamné à plusieurs reprises dans des dossiers liés à la corruption.

En 2020, il avait notamment écopé de 16 ans de prison pour des affaires portant sur l'obtention indue de foncier industriel, l'octroi d'avantages bancaires injustifiés et l'attribution frauduleuse de marchés publics. Ces peines avaient par la suite été réduites en appel.

Dans d'autres dossiers, il a également été condamné à dix ans puis à deux ans de prison ferme. Les pourvois en cassation introduits par ses avocats sont toujours pendants devant la chambre correctionnelle et délictuelle de la Cour suprême.

La défense sollicite l'annulation des décisions contestées et le renvoi des affaires devant une autre juridiction, invoquant plusieurs vices de forme, notamment des omissions relevées dans les dispositifs de certains jugements concernant des personnes citées dans les procédures.

L'affaire examinée par la 10e chambre de la Cour d'appel d'Alger a été mise en délibéré. Le verdict est attendu le 23 juin prochain.

R. H.

MALVERSATION

10 ans de prison requis contre Temmar Abdelhamid

Le procureur du pôle financier et économique du tribunal de Sidi M'hamed a requis la semaine écoulée une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'un mandat d'arrêt international déjà prononcé par la justice algérienne dans d'autres affaires similaires. L'ex-ministre des Participations et de la Promotion de l'investissement est impliqué dans une grave affaire de corruption, liée à une histoire de cession d'actifs des Moulins de Tiaret (groupe Eriad) au profit de la société Ikhlas pour un montant symbolique. Le mis en cause est poursuivi pour notamment des «opérations de privatisation ayant abouti au transfert d'actifs immobiliers et industriels à des valeurs jugées largement inférieures à leur estimation réelle», ainsi que des «irrégularités dans les procédures d'évaluation et de validation des biens cédés». Des hauts responsables d'organismes publics, sont impliqués pour entre autres, «abus de fonction en violation des lois et règlements», «octroi d'indus avantages des tiers dans le cadre de la privatisation» et «dépense de deniers publics». Les autres co-accusés ont été auditionnés et jugés pour «recel et complicité», «incitation de fonctionnaires publics à l'abus d'influence», «obtention d'avantages indus grâce à l'intervention d'agents de l'Etat», «blanchiment d'argent» et «dissimulation de l'origine illicites de fonds criminels dans le cadre d'un groupe criminel organisé».

R. H.

IL AVAIT PORTÉ DOUZE COUPS DE COUTEAU À SON VOISIN

La Cour suprême accepte son pourvoi en cassation

Les juges de la chambre criminelle de la Cour suprême ont accepté le pourvoi en cassation introduit par un homme condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour homicide volontaire avec préméditation à l'aide d'une arme blanche sur la personne de son voisin, G. Rafik, un trentenaire résidant à Diar El Baraka, dans la commune de Baraki.

Les faits remontent au 14 octobre 2013, veille de l'Aïd El-Adha. Selon les éléments du dossier, le drame s'est produit vers 15h35 au niveau du centre de transit de Diar El Baraka. Lors de son procès, l'accusé avait reconnu avoir porté plusieurs coups de couteau à la victime, dont douze selon les conclusions de l'enquête, atteignant notamment le thorax et l'abdomen.

Toutefois, il avait contesté toute intention de donner la mort, affirmant avoir agi à la suite d'une altercation avec la victime.

À la barre, le mis en cause avait expliqué que le différend avait éclaté après que



la victime lui eut reproché des propos injurieux tenus en présence de sa mère et de sa sœur. Selon lui, lorsqu'il avait tenté de s'expliquer, son voisin lui aurait lancé des paroles offensantes visant un membre de sa famille.

« Une dispute a alors éclaté entre nous avant que des voisins n'interviennent pour nous séparer. Quelques instants plus tard, la victime aurait tenté de m'agresser en me lançant de grosses pierres. Je l'ai poursuivie et lorsqu'elle est tombée au sol, je lui ai porté plusieurs coups de couteau », avait-il déclaré devant le tribunal.

Entendu comme témoin, un habitant du quartier avait livré une version plus accablante. Selon lui, l'accusé s'était acharné sur la victime et continuait à lui porter des coups alors qu'elle tentait de se relever

puis lorsqu'elle s'était retrouvée à terre.

Dans son réquisitoire, le procureur général avait requis la réclusion criminelle à perpétuité, estimant que les éléments matériels du dossier démontraient clairement l'existence d'une intention criminelle.

Le représentant du ministère public avait notamment souligné le nombre de coups portés ainsi que leur localisation sur des parties vitales du corps de la victime. « L'accusé s'est acharné sur sa victime en lui portant plusieurs coups de couteau dans des zones particulièrement sensibles », avait-il soutenu à l'audience.

La défense avait, pour sa part, invoqué l'excuse de la provocation, plaidant que son client avait agi sous l'emprise de la colère après avoir été insulté. Les avocats avaient également demandé au tribunal d'apprécier souverainement les faits et d'écarter certains témoignages repris dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation de la Cour d'Alger.

Après examen du dossier, la chambre criminelle de la Cour suprême a finalement décidé d'accueillir favorablement le pourvoi en cassation introduit par le condamné, ouvrant ainsi la voie à un nouvel examen de l'affaire devant une juridiction de renvoi.

R.H.

SUD DU LIBAN

Reprise des frappes sionistes

Le chef de l'État libanais a indiqué que son pays ne se retirera pas des négociations en cours, malgré les difficultés.

L'aviation de guerre sioniste a mené, hier, une frappe visant la zone d'Aaray Dbayeh dans le sud du Liban, tandis que l'armée sioniste a procédé durant la nuit à une opération de dynamitage dans la localité de Khiam, également au sud du pays, selon l'Agence nationale d'information libanaise. Une attaque par drone a par ailleurs ciblé la localité de Jebchit tôt dans la matinée.

Les frappes sionistes se poursuivent sur plusieurs régions du sud du Liban depuis l'annonce initiale d'un cessez-le-feu le 16 avril dernier, accord ensuite prolongé à deux reprises, notamment le 23 avril pour trois semaines, puis le 15 mai pour une durée de 45 jours, d'après des sources citées par l'Agence de presse allemande.

À l'issue de la quatrième session de négociations entre le Liban et l'occupant sioniste, tenue les 2 et 3 juin sous médiation américaine, un communiqué conjoint a annoncé un accord de principe sur la mise en œuvre d'un cessez-le-feu conditionné à l'arrêt total des tirs du Hezbollah et au retrait de ses éléments de la zone située au sud du fleuve Litani.

POSITION DE JOSEPH AOUN

Le président libanais Joseph Aoun a réaffirmé la poursuite des négociations avec l'entité sioniste malgré les pressions internes appelant à s'en retirer, estimant que cette démarche constitue «la seule option disponible» face à l'escalade militaire. Il a souligné que la décision de dialoguer a été prise dans l'intérêt national, appelant à mettre fin à l'état de guerre et aux des-



tructions récurrentes.

Le chef de l'État libanais a indiqué que le pays ne se retirera pas des négociations en cours, malgré les difficultés, affirmant qu'elles visent un objectif clair : l'arrêt des hostilités. Il a ajouté que le processus bénéficie d'un soutien arabe, européen et américain.

Concernant les relations avec l'entité sioniste, il a précisé que le Liban soutient la cause palestinienne sans que cela ne se fasse au détriment de ses intérêts nationaux. Il a fixé plusieurs conditions à toute évolution vers un accord futur, notamment

le retrait sioniste, l'arrêt des attaques, le déploiement de l'armée libanaise dans le sud, ainsi que le retour des déplacés et des prisonniers.

MESSAGES TRANSMIS AUX ÉTATS-UNIS

Le président libanais a également indiqué avoir transmis ces positions aux autorités américaines, affirmant que Washington a rappelé dans ses communications le principe du respect de la souveraineté du Liban dans ses frontières internationalement reconnues.

À Paris, le ministre libanais des Affaires étrangères, Youssef Raggi, a poursuivi ses consultations avec des responsables français afin de renforcer le soutien au processus diplomatique en cours. Lors d'une rencontre avec le président du Sénat français Gérard Larcher, les discussions ont porté sur la situation sécuritaire dans le sud du Liban et sur les perspectives des négociations.

Le responsable français a souligné la nécessité de stabiliser le cessez-le-feu et de soutenir l'armée libanaise pour lui permettre d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire, tout en appelant à garantir le retour des habitants dans leurs villages du sud.

De son côté, le ministre libanais a réaffirmé l'engagement de son pays dans la voie diplomatique, considérée comme la seule issue à la crise actuelle, tout en saluant le soutien continu de la France au Liban.

ACCUSATIONS CONTRE LE HEZBOLLAH

Les autorités sionistes ont de leur côté accusé le Hezbollah d'avoir lancé des drones depuis le territoire libanais, en violation des accords de cessez-le-feu, estimant que le mouvement agit au service des intérêts iraniens et au détriment du Liban.

La situation reste marquée par une intensification des tensions le long de la frontière sud, dans un contexte de poursuite des négociations diplomatiques entre les différentes parties, sous médiation internationale.

R.I/agences

RELANCE DE LA SOLUTION À DEUX ÉTATS
Mobilisation transnationale

Des organisations de la société civile sionistes et palestiniennes se sont réunies hier en France afin d'appeler la communauté internationale à maintenir la perspective de la solution à deux États, dans un contexte de guerre persistante au Moyen-Orient, selon l'agence Reuters.

Cette rencontre intervient alors que la France cherche à maintenir la question palestinienne au centre de l'agenda diplomatique international, en présence de ministres des Affaires étrangères et de hauts responsables venus de plusieurs dizaines de pays.

L'événement s'inscrit dans le prolongement de la Déclaration

de New York soutenue par les Nations unies, adoptée il y a un an, qui avait établi une feuille de route vers la création d'un État palestinien et encouragé plusieurs pays, dont la France, le Royaume-Uni et le Canada, à reconnaître un État palestinien.

Un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a estimé que la situation actuelle dans la région, marquée par une intensification des violences, des pertes civiles importantes et l'impasse du cessez-le-feu à Ghaza, rendait cette conférence «plus urgente que jamais».

La réunion doit déboucher sur un «appel à l'action» en huit points, incluant la mise en place

d'un cessez-le-feu durable, l'arrêt de la construction de colonies, la reconstruction de Ghaza, des réformes de gouvernance ainsi qu'un renforcement du soutien international à la société civile.

Ce document sera transmis aux dirigeants du G7, attendus à partir de lundi dans les Alpes françaises.

Selon le plan d'action consulté par Reuters, la situation reste marquée par une profonde fragmentation régionale, la destruction de Ghaza, la persistance des menaces contre l'entité sioniste, ainsi que la poursuite des violences des colons, l'expansion des colonies et des risques d'annexion progressive en Cisjordanie, com-

promettant la viabilité d'un futur État palestinien.

La conférence se déroule dans un contexte de montée des violences de colons sionistes en Cisjordanie occupée, alimentant les critiques de plusieurs pays occidentaux à l'égard du gouvernement sioniste dirigé par Benjamin Netanyahu, accusé de poursuivre l'expansion des colonies.

Plusieurs diplomates estiment que cette politique vise à affaiblir les perspectives de création d'un État palestinien, notamment à travers des projets stratégiques comme le plan dit «E1», qui prévoit une extension de colonies à l'est de Jérusalem, susceptible de fragmenter davantage le territoi-

re palestinien.

Dans ce contexte, le Royaume-Uni, le Canada, la France et la Norvège ont annoncé mardi de nouvelles sanctions coordonnées visant des réseaux accusés de soutenir et d'organiser des violences en Cisjordanie occupée.

L'entité sioniste et les États-Unis ont refusé de participer à la réunion.

L'ambassade de l'entité sioniste a déclaré que la conférence n'avait pas de lien avec la promotion de la paix, affirmant que la France ne pouvait jouer un rôle de médiateur crédible entre Sionistes et Palestiniens dans les conditions actuelles.

SOUDAN

Frappes meurtrières à El-Obeid

Au moins 14 personnes ont été tuées, dont trois membres d'une même famille, lors de frappes survenues jeudi à l'aube contre la ville d'El-Obeid, capitale du Kordofan-Nord, dans le centre-ouest du Soudan, selon des sources locales. La ville est régulièrement touchée par des attaques entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR). Des habitants ont indiqué avoir été réveillés par de fortes explosions. Des drones, attribués aux FSR par des sources locales, ont visé plusieurs quartiers résidentiels, provoquant des destructions et des pertes civiles. Parmi les vic-

times figure une famille dont le domicile a été touché par un drone suicide, causant la mort immédiate de trois personnes, dont une femme enceinte. Les blessés ont été évacués vers les structures médicales de la ville. Ces derniers jours, la situation sécuritaire s'est aggravée. Selon le Réseau des médecins du Soudan, plus de quatre personnes ont été tuées et douze autres blessées lors de frappes visant un cortège funèbre et une station-service.

De son côté, l'organisation «Avocats d'urgence», qui documente les violations liées au conflit depuis 2023, avance un

bilan plus élevé de 23 morts et 19 blessés lors des attaques de mercredi et jeudi, précisant que le chiffre pourrait encore augmenter. L'organisation rapporte également qu'une autre frappe a visé un camion transportant des denrées alimentaires à l'entrée sud de la ville, tuant son conducteur.

Selon des témoignages, les attaques ont débuté vers 4 heures du matin et se sont poursuivies plusieurs heures, plongeant la population dans la panique.

Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent d'importants dégâts matériels dans plusieurs quartiers, notam-

ment près d'installations militaires.

Les Forces de soutien rapide n'ont pas réagi officiellement, mais leurs partisans évoquent des frappes contre des positions militaires de l'armée.

Les «Avocats d'urgence» dénoncent des frappes touchant des zones civiles et appellent à une enquête indépendante ainsi qu'à la protection des populations.

El-Obeid, centre stratégique de l'armée dans le Kordofan, a déjà été visée à plusieurs reprises ces derniers mois, dans un conflit marqué par une intensification des attaques de drones depuis 2023.

ENTRE MENACES ET NÉGOCIATIONS

Washington et Téhéran à la croisée des chemins

Les forces iraniennes ont averti qu'une nouvelle intervention militaire américaine entraînerait une escalade régionale aux conséquences imprévisibles.

Après plusieurs semaines marquées par une montée des tensions militaires dans le Golfe, les États-Unis et l'Iran semblent se rapprocher d'un accord susceptible de modifier profondément les équilibres régionaux. Entre déclarations bellicieuses, démonstrations de force et signaux diplomatiques, les deux pays évoluent sur une ligne de crête où la perspective d'un règlement politique continue de coexister avec le risque d'une confrontation plus large.

Le président américain Donald Trump a créé la surprise en annonçant l'annulation de frappes qui devaient être menées contre des cibles iraniennes. Quelques heures auparavant, il avait pourtant menacé de frapper l'Iran avec une force considérable et évoqué la possibilité de prendre le contrôle de l'île stratégique de Kharg, principal terminal pétrolier du pays. Ce revirement a été justifié par des avancées diplomatiques que le locataire de la Maison-Blanche a qualifiées d'«exceptionnelles».

Selon Trump, un accord pourrait être signé dans les prochains jours en Europe, avec la participation du vice-président J.D. Vance.

Le président américain a même affirmé que les discussions avaient reçu l'approbation des plus hautes autorités iraniennes, tout en indiquant que la réouverture du détroit d'Ormuz interviendrait immédiatement après la signature du texte.

TÉHÉRAN MAINTIENT SES RÉSERVES

Cependant, du côté iranien, le discours demeure plus prudent. Des sources proches de l'équipe de négociation ont démenti l'existence d'un accord finalisé, soulignant qu'aucun texte n'avait encore été officiellement approuvé. Cette divergence de communication illustre la fragilité d'un processus diplomatique qui reste soumis à de nombreux obstacles politiques et stratégiques.

Les informations relayées par les médias iraniens indiquent néanmoins qu'un mémorandum d'entente serait en cours de discussion. Celui-ci porterait principalement sur la levée progressive des sanctions économiques, le déblocage des avoirs iraniens gelés à l'étranger, la reprise des exportations pétrolières ainsi que la réouverture du détroit d'Ormuz. Les questions nucléaires et économiques constitueraient le



cœur des négociations, tandis que le programme balistique iranien resterait en dehors du cadre des discussions. Sur le terrain, la situation demeure particulièrement tendue. Les forces iraniennes ont averti qu'une nouvelle intervention militaire américaine entraînerait une escalade régionale aux conséquences imprévisibles.

Dans le même temps, Washington poursuit ses opéra-

tions contre certaines infrastructures militaires iraniennes. Le Commandement central américain affirme avoir ciblé récemment des installations de surveillance, des systèmes de communication et des positions de défense aérienne.

L'île de Kharg continue d'occuper une place centrale dans les calculs stratégiques des deux camps. Cette plateforme essentielle assure traditionnellement

l'essentiel des exportations pétrolières iraniennes. Des responsables américains considèrent que sa neutralisation pourrait affaiblir considérablement les capacités économiques de Téhéran. Toutefois, les experts militaires soulignent qu'une opération de contrôle de l'île impliquerait des risques majeurs et pourrait nécessiter un engagement terrestre coûteux.

Au-delà de la confrontation entre Washington et Téhéran, plusieurs acteurs régionaux suivent avec attention l'évolution des discussions. Les pays du Golfe, mais aussi la Turquie, l'Égypte et le Pakistan, mesurent les conséquences qu'aurait un éventuel accord sur la stabilité régionale, les marchés énergétiques et la sécurité des voies maritimes internationales. Dans ce contexte, le détroit d'Ormuz apparaît plus que jamais comme le symbole d'un bras de fer où la diplomatie tente encore de l'emporter sur la logique militaire. Les prochains jours devraient être décisifs pour déterminer si les négociations déboucheront sur un compromis durable ou si les tensions replongeront la région dans une nouvelle phase d'incertitude.

R.I/agences

IRAN-USA

Une quadripartite pour contenir la crise

Dans un contexte régional marqué par une montée des tensions liées à la guerre en Iran, l'Égypte se prépare à accueillir la quatrième réunion du mécanisme quadripartite réunissant l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie et le Pakistan. Cette initiative diplomatique vise à renforcer la coordination entre les quatre pays afin de contenir l'escalade et soutenir les efforts de médiation en cours.

Les préparatifs de cette rencontre ont été au cœur d'un entretien téléphonique entre le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, et son homologue pakistanais, Mohammad Ishaq Dar. Selon le ministère égyptien des Affaires étrangères, les deux responsables ont discuté des modalités d'organisation de la réunion prévue au Caire et réaffirmé leur volonté de poursuivre les consultations conjointes.

Les discussions ont également porté sur la nécessité de maintenir une coordination étroite entre les quatre pays face aux développements jugés «dangereux» dans la région, ainsi que sur le soutien au processus de négociation entre les États-Unis et l'Iran.

Le mécanisme quadripartite s'inscrit dans une série de rencontres régulières lancées en mars dernier. La première réunion s'est tenue à Riyad le 20 mars, suivie d'un deuxième rendez-vous organisé au Pakistan le 29 du même mois. La troisième rencontre a eu lieu à Antalya, en Turquie, le 17 avril, en marge du Forum diplomatique. Ces réunions successives ont permis d'instaurer un cadre de concertation entre les quatre pays autour des principaux dossiers de la crise régionale, notamment la guerre en Iran et ses répercussions sur la

sécurité du Moyen-Orient.

LA DÉSESCALADE AU CŒUR DES DISCUSSIONS

Lors de leur dernière réunion, les ministres des Affaires étrangères ont examiné les moyens de renforcer la coordination face à l'évolution rapide de la situation régionale. Les échanges ont porté sur le suivi des négociations américano-iraniennes, la réduction des tensions militaires et les efforts visant à prévenir une extension du conflit.

Les participants ont également abordé les perspectives de l'ordre régional à l'issue de la crise actuelle, soulignant la nécessité de restaurer la stabilité et de protéger les intérêts économiques et stratégiques des pays concernés.

Les discussions ont aussi mis en lumière les conséquences économiques de la guerre, notam-

ment sur le commerce international, les chaînes d'approvisionnement, la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi que sur les prix du pétrole. Les ministres ont insisté sur la nécessité de limiter les effets de la crise sur l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la sécurité des voies maritimes et la stabilité des marchés énergétiques apparaissent comme des priorités communes, alors que les tensions régionales continuent d'influencer les équilibres économiques internationaux.

SOUTIEN AFFICHÉ AU PROCESSUS DIPLOMATIQUE

Le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères a indiqué que les chefs de diplomatie égyptien et pakistanais ont réaffirmé l'importance de pour-

suivre les efforts politiques et diplomatiques visant à contenir la crise. Ils ont également souligné la nécessité de maintenir le dialogue entre Washington et Téhéran afin de parvenir à des solutions consensuelles susceptibles de réduire les tensions.

Les deux responsables ont insisté sur le rôle central de la diplomatie pour éviter une extension du conflit et limiter ses répercussions sur la région et le monde.

Alors que la situation reste fragile, la prochaine réunion au Caire devrait constituer une nouvelle étape dans la consolidation de ce mécanisme quadripartite. Les quatre pays entendent poursuivre leurs efforts pour favoriser la désescalade et encourager une issue politique à la crise, dans un environnement régional toujours marqué par l'incertitude.

TUNISIE

Kaïs Saïed relance la réconciliation pénale

Le président tunisien Kaïs Saïed a relancé le projet de «réconciliation pénale» avec des dizaines d'hommes d'affaires poursuivis dans des affaires de corruption, après deux tentatives infructueuses, selon l'agence de presse allemande DPA. Cette initiative, annoncée initialement en 2012 avant son arrivée à la présidence, repose sur un mécanisme consistant à permettre à des hommes d'affaires impliqués dans des affaires de corruption financière de financer des pro-

jets de développement dans les régions les plus pauvres du pays, en contrepartie d'un règlement de leur situation judiciaire. Kaïs Saïed avait déjà introduit un cadre légal pour ce dispositif en 2021 durant son premier mandat, mais sa mise en œuvre a été entravée par l'échec successif des deux commissions chargées de son application. Dans ce contexte, l'ancienne ministre des Finances, Nemsia Gharbi, avait été démis de ses fonctions en février dernier. Les autori-

tés tunisiennes préparent actuellement la mise en place d'une troisième commission chargée de relancer le projet et de permettre à des hommes d'affaires, qu'ils soient en détention ou établis à l'étranger, de contribuer au financement de projets de développement, en échange d'une éventuelle libération ou d'un retour en Tunisie. Dans une vidéo diffusée depuis le palais présidentiel, Kaïs Saïed a déclaré que «l'occasion est aujourd'hui à nouveau offerte à ceux qui

sont impliqués, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, de conclure un accord de réconciliation», précisant que celui-ci sera soumis au Conseil de sécurité nationale. Il a affirmé que cette démarche ne vise pas à «régler des comptes ou à nuire à qui que ce soit», mais repose sur le principe de restitution des fonds supposément détournés du peuple tunisien, ajoutant que les personnes concernées pourraient être libérées après la conclusion des accords.

●RD CONGO

LES LÉOPARDS DÉBARQUENT EN AMÉRIQUE

La République démocratique du Congo (RDC) est arrivée sur le sol américain en vue de la 23e édition de la Coupe du monde. Les Léopards ont posé leurs valises il y a quelques heures, après avoir validé leur billet lors des barrages. Un retour historique pour le peuple congolais, 52 ans après leur dernière participation au Mondial.

Pour marquer cet événement, la fédération a soigné l'aspect vestimentaire. Le staff technique et les joueurs étaient habillés de vestes inspirées de la "peau de léopard", symbole de puissance et d'identité nationale. Une manière pour la RDC d'affirmer sa culture et sa singularité aux yeux du monde. La République démocratique du Congo a pour mission de porter haut les couleurs du continent, alors que l'Afrique est représentée par dix nations.

La première participation de la RDC à la Coupe du monde remonte à 1974, lorsque le pays s'appelait encore le Zaïre. Cette deuxième participation sur le sol américain ne sera pas de tout repos. Les hommes de Sébastien Desabre sont logés dans le groupe K avec le Portugal, la Colombie et l'Ouzbékistan.

Ils entreront en scène le 17 juin face à la Seleção de Cristiano Ronaldo. Un gros morceau pour lancer la compétition.

●CLASSEMENT FIFA

L'ARGENTINE REPREND LA TÊTE

L'Argentine a repris la première place du classement mondial masculin de la FIFA lors de la dernière mise à jour publiée à quelques heures du coup d'envoi de la Coupe du monde 2026. L'Albiceleste devance la France et l'Espagne, et entame la défense de son titre en tant que nation la mieux classée au monde. Il s'agit de son premier retour en tête depuis juillet 2025, grâce à deux larges succès en matchs amicaux (5-0 contre la Zambie et 3-0 face à l'Islande).

La France recule à la troisième place après une défaite en préparation contre la Côte d'Ivoire, tandis que l'Espagne conserve la deuxième position. L'Angleterre et le Portugal complètent le top 5.

Parmi les coorganisateur, le Mexique est 14e, les États-Unis 17e et le Canada 30e. Le Maroc reste la première nation africaine à la 7e place, tandis que l'Indonésie signe la plus forte progression de la période.

●REAL MADRID

MOURINHO DE RETOUR, SILVA TOUT PROCHE

El regresa José Mourinho est de retour sur le banc du Real Madrid. Treize ans après avoir quitté la capitale espagnole, le technicien portugais, en poste au SL Benfica depuis 2025, a signé ce jeudi 11 juin un contrat de trois ans avec le club merengue.

Ce retour intervient après une saison blanche pour le Real Madrid, marquée par des tensions internes et des résultats décevants.



Le président Florentino Pérez, fraîchement réélu, a validé ce choix stratégique afin de relancer un nouveau cycle. Lors de son premier passage entre 2010 et 2013, Mourinho avait remporté une Liga (2012), une Coupe du Roi (2011) et une Supercoupe d'Espagne, tout en marquant le club par un style de gestion très intense et des records de points en championnat. Après son départ, il a dirigé plusieurs grands clubs européens et enrichi son palmarès, notamment en compétitions continentales. Mourinho rejoindra officiellement le club le 13 juillet, à l'ouverture de la préparation estivale.

En parallèle, le dossier Bernardo Silva avance rapidement. Le joueur serait proche d'un accord avec le Real Madrid pour un contrat de deux ans, avec option jusqu'en 2028. Selon plusieurs médias espagnols, le Portugais deviendrait l'une des priorités du mercato madrilène, après les arrivées attendues d'Ibrahima Konaté et de Denzel Dumfries. Après neuf saisons en Premier League, Bernardo Silva serait séduit par un retour en Espagne et par le projet sportif proposé par le club merengue, qui aurait pris une longueur d'avance sur ses concurrents.

MONDIAL 2026

Le Mexique et la Corée du Sud frappent d'entrée

Entre victoire maîtrisée, renversement spectaculaire et records historiques, la première journée a déjà offert son lot de faits marquants dans un Mondial à 48 équipes riche en intensité.

Le Mexique a immédiatement marqué les esprits lors de la Coupe du monde 2026, offrant une ambiance électrique au mythique stade Azteca, quatre ans après une lourde désillusion.

Face à l'Afrique du Sud, les Mexicains ont parfaitement répondu aux attentes dans un match d'ouverture intense du premier Mondial à 48 équipes. Portés par leur public, ils se sont imposés 2-0 dans une rencontre marquée par une forte tension et trois cartons rouges.

Le Mexique, éliminé dès la phase de groupes lors de la précédente édition au Qatar après une série historique de sept qualifications consécutives pour les huitièmes de finale, entend bien tourner la page. Malgré cette régularité, la sélection n'a jamais réussi à franchir le cap des quarts de finale, atteints uniquement lors



des éditions organisées à domicile en 1970 et 1986.

Devant 80 824 spectateurs, les hommes de Javier Aguirre ont rapidement pris l'avantage grâce à Quiñones (9^e). En seconde période, Jiménez a scellé la victoire d'une tête à la 66^e minute, inscrivant son 46^e but en sélection, mais son premier en Coupe du monde après trois participations.

Avec cette réalisation, Jiménez rejoint Jared Borgetti à la deuxième place des meilleurs buteurs de l'histoire du Mexique, à seulement six longueurs du record détenu par Javier "Chicharito" Hernández. L'attaquant, marqué par une grave blessure au crâne en 2020 alors qu'il évoluait à Wol-

verhampton, continue ainsi son retour au plus haut niveau.

La rencontre est également entrée dans l'histoire du Mondial : pour la première fois, trois cartons rouges ont été distribués lors d'un match d'ouverture. Le Mexique prend ainsi la tête du groupe A avec trois points et affrontera la Corée du Sud lors de la prochaine journée, tandis que l'Afrique du Sud défiera la République tchèque à Atlanta. Dans l'autre rencontre du groupe, la Corée du Sud a signé une victoire renversante face à la République tchèque (2-1), confirmant son statut de nation solide sur la scène mondiale. Selon les données d'Opta, il s'agit de la quatrième victoire de la Corée du

Sud en Coupe du monde après avoir été menée au score sur un résultat de 2-1, illustrant une capacité récurrente à inverser des situations compromises.

Sur le plan individuel, le capitaine Son Heung-min continue d'écrire l'histoire de son pays. Il devient le deuxième joueur sud-coréen à participer à quatre Coupes du monde, après Hong Myung-bo, ayant disputé les éditions 2014, 2018, 2022 et 2026.

Figure majeure du football asiatique contemporain, Son Heung-min s'impose comme l'un des leaders les plus influents de sa génération et un pilier de la sélection sud-coréenne sur la scène internationale.

PRIVÉ DE MONDIAL 2026

Omar Artan hérite de la Supercoupe de l'UEFA

L'arbitre somalien Omar Artan, empêché de participer à la Coupe du Monde 2026 par les autorités américaines, a été désigné jeudi pour officier lors du match phare de la Supercoupe de l'UEFA, prévu le 12 août à Salzbourg, en Autriche. Ce match opposera le Paris Saint-Germain, vainqueur de la Ligue des champions, à Aston Villa, lauréat de la Ligue Europa.

Dans un communiqué, le président de l'UEFA, Aleksander Čeferin, a souligné que « le football a pour vocation de rassembler les peuples » et que cette décision était un hommage aux « compétences exceptionnelles » d'Omar Artan.

Artan, 34 ans, a été accueilli en héros à son retour en Somalie mercredi, quelques

jours après son expulsion des États-Unis. Alors qu'il avait été sélectionné par la FIFA pour arbitrer la Coupe du Monde, il a été retenu et interrogé pendant 11 heures à Miami avant d'être renvoyé vers la Turquie. Les autorités américaines l'ont accusé, sans preuve, d'avoir des liens avec des organisations terroristes.

Cet incident a relancé les critiques envers la politique migratoire américaine, déjà dénoncée la veille par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a reconnu son impuissance face à cette situation, déclarant : « Nous ne sommes pas les rois du monde. Nous ne pouvons pas imposer notre autorité aux

gouvernements ou aux forces de police. »

Pourtant, Omar Artan est l'un des arbitres les plus respectés au monde. Élu meilleur arbitre africain la saison dernière, il a notamment dirigé la finale de la Ligue des champions en mai 2026. Sa désignation pour la Supercoupe de l'UEFA est le fruit d'une collaboration entre l'UEFA, la Confédération africaine de football (CAF) et son président, Patrice Motsepe (également vice-président de la FIFA).

Cette annonce est intervenue quelques heures seulement avant que l'Afrique du Sud, pays d'origine de Motsepe, n'affronte le Mexique (co-organisateur de la Coupe du Monde) dans le match d'ouverture du tournoi, au stade Azteca de Mexico.

MONDIAL
2026

APRÈS LEUR LARGE VICTOIRE CONTRE LA BOLIVIE

Les Verts envoient un signal fort

Portés par une seconde période très aboutie et un doublé d'Amine Gouiri, les Verts confirment leur montée en puissance après leur succès face aux Pays-Bas. De quoi aborder le Mondial avec confiance, malgré quelques incertitudes physiques dans l'effectif.

À quelques jours de son premier match à la Coupe du monde 2026, l'Algérie a envoyé un message fort en dominant largement la Bolivie (4-0), lors d'un match de préparation disputé à Kansas City.

Les hommes de Vladimir Petkovic ont d'abord dû patienter avant de faire la différence. C'est le défenseur Aïssa Mandi qui a ouvert le score juste avant la pause (45e), permettant aux Verts de rentrer aux vestiaires avec un avantage mérité. Au retour des vestiaires, l'Algérie a accéléré le rythme. L'attaquant Amine Gouiri s'est offert un doublé express (56e, 58e), avant qu'Anis Hadj Moussa ne parachève le festival offensif à la 61e minute. Cette victoire confirme la bonne dynamique des Verts, qui avaient déjà créé la surprise quelques jours plus tôt en battant les Pays-Bas (1-0) à Rotterdam.

Seule ombre au tableau : l'absence de Ramy Bensebaïni, toujours gêné par une blessure au pied. Toutefois, sa présence pour le Mondial ne semble pas remise



en cause.

L'Algérie aborde donc son rendez-vous mondial avec confiance. Les Verts débiteront leur parcours le 17 juin face à l'Argentine, championne du monde en titre, dans le groupe J, qui comprend également l'Autriche et la Jordanie. Une préparation réussie, avec deux victoires de prestige et aucun but encaissé, de quoi nourrir les ambitions algériennes avant le grand rendez-vous mondial.

L'ALGÉRIE CONSERVE SA 28E PLACE

La sélection algérienne de football a conservé sa 28e place au classement mondial de la FIFA du mois de juin, publié récemment par l'instance internationale sur son site officiel. L'équipe nationale a disputé deux matchs amicaux dans le cadre de ses préparatifs pour la Coupe du monde 2026, dont le coup d'envoi sera donné à Mexico avec le match d'ouverture Mexique-Afrique du

Sud (20h00, heure algérienne).

Les Verts ont d'abord décroché un succès de prestige face aux Pays-Bas (1-0), le 3 juin à Rotterdam, avant de surclasser la Bolivie (4-0) dans la nuit de mercredi à jeudi à Kansas City. Sur le plan continental, la sélection algérienne a également conservé sa quatrième place. En tête du classement mondial, l'Argentine, championne du monde en titre et premier adversaire de l'Algérie au Mondial 2026, occupe la première place (1877,27 pts), devant l'Espagne (1874,71) et la France, qui recule à la troisième position (1870,70 pts). Les deux autres adversaires des Verts à la Coupe du monde — l'Autriche et la Jordanie — occupent respectivement les 24e et 63e places mondiales.

L'Algérie entamera le Mondial le 17 juin face à l'Argentine à Kansas City (02h00, heure algérienne), avant d'affronter la Jordanie le 23 juin à Santa Clara (04h00), puis l'Autriche le 28 juin à Kansas City (03h00). Le prochain classement FIFA sera publié le 20 juillet, au lendemain de la finale de la Coupe du monde.

HAÏTI-ECOSSE

L'Algérien Mustapha Ghorbal au sifflet

L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal a été désigné par la FIFA pour diriger la rencontre opposant Haïti à l'Écosse, programmée le 14 juin à Boston (02h00, heure algérienne), comptant pour la première journée du groupe C de la Coupe du monde 2026, a indiqué mercredi l'instance mondiale du football. Il sera assisté de deux compatriotes, Mokrane Gourari et Abbes Akram Zerhouni. Le quatrième arbitre sera l'Espagnol Alejandro Hernández, tandis que l'Espagnol José Enrique Naranjo officiera comme arbitre assistant de réserve.

Âgé de 40 ans, Mustapha Ghorbal est arbitre international depuis 2014. Il a déjà dirigé plusieurs rencontres d'envergure, dont des matchs de Coupe du monde des clubs disputés aux États-Unis, ainsi que des rencontres des éliminatoires du Mondial 2026 et des compétitions interclubs africaines. Il a également participé à la Coupe d'Afrique des nations 2025.

Mokrane Gourari, également international depuis 2014, et Abbes Akram Zerhouni, qui a obtenu son badge FIFA en 2017, complètent ce trio arbitral algérien engagé sur la scène mondiale.

MONDIAL DE HANDBALL 2027

L'Algérie dans un groupe F relevé

La sélection masculine de handball de l'Algérie évoluera dans le groupe F du Championnat du monde 2027, à l'issue du tirage au sort effectué mercredi à Munich, en Allemagne. Elle y affrontera le Portugal, la Pologne ainsi que les îles Féroé lors du tour préliminaire prévu du 13 au 31 janvier 2027.

Placés dans le chapeau 4 avant le tirage, les hommes du sélectionneur espagnol Raúl Alonso Sanguino ont évité certaines grandes nations du handball mondial. Ils devront néanmoins faire face à un groupe compétitif, dominé par un Portugal en progression constante, ainsi qu'une solide Pologne et une équipe des îles

Féroé réputée pour sa combativité.

Disputé à Magdebourg, ce groupe F apparaît ouvert derrière le favori portugais, laissant à l'Algérie une réelle chance de viser l'une des trois places qualificatives pour le tour principal.

Qualifiée grâce à sa quatrième place au Championnat d'Afrique

des nations 2026 au Rwanda, l'Algérie figure parmi les cinq représentants africains engagés dans cette édition, aux côtés de l'Égypte, de la Tunisie, du Cap-Vert et de l'Angola.

Le Mondial réunira 32 sélections réparties en huit groupes de quatre équipes. Les trois premiers de chaque groupe se qualifieront

pour le tour principal, tandis que les quatrièmes joueront la Coupe du Président.

En amont de cette compétition, la sélection algérienne participera aux Jeux méditerranéens de Tarente 2026 (21 août - 3 septembre), où elle évoluera dans le groupe B avec la Tunisie, la Grèce et Chypre.

U16

Les Cadets en démonstration de force

La sélection algérienne des moins de 16 ans a confirmé sa supériorité en dominant son homologue saoudienne sur le score de 5 buts à 1, lors de son deuxième match amical disputé mardi au stade Prince Abdullah Bin Jalawi de Dammam, en Arabie saoudite. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la préparation aux prochaines échéances internationales.

Les buts algériens ont été inscrits par Ben Adam Kissoum, auteur d'un doublé, Sidi Ahmed Fehim, également double buteur, ainsi que Daoud Belgraâ, qui a complété le festival offensif.

Les joueurs dirigés par le sélectionneur national Karim Ziani ont livré une prestation convaincante, confirmant leur nette supériorité face au même adversaire, après une première victoire lors du match aller (2-1).

Ce stage de préparation en Arabie saoudite s'achève ainsi sur une note positive pour les U16 algériens, dans le cadre d'un programme visant à renforcer la cohésion du groupe et à préparer les prochaines compétitions.

Le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale masculine de handball, l'Espagnol Raúl Alonso, a qualifié le groupe de l'Algérie au Championnat du monde 2027 de "relevé", à l'issue du tirage au sort effectué récemment.

Versée dans le groupe F aux côtés du Portugal, de la Pologne et des îles Féroé, la sélection algérienne hérite d'un ensemble particulièrement compétitif. Le technicien ibérique a reconnu la difficulté de la tâche, estimant que le tirage a placé les Verts dans un groupe exigeant, dominé par deux nations à forte expérience internationale.

Raúl Alonso a notamment mis en avant la solidité du Portugal et de la Pologne, qu'il considère comme des équipes dotées d'un vécu et d'une puissance avérée sur la scène mondiale. Il a également appelé à la vigilance face aux îles Féroé, une sélection en nette progression ces dernières années.

RAÚL ALONSO, SÉLECTIONNEUR NATIONAL

« Nous défendrons nos chances »



Le sélectionneur insiste toutefois sur le caractère progressif du projet qu'il entame avec la sélection algérienne. Arrivé récem-

ment à la tête du Sept national, il souligne que le travail de reconstruction est en cours et nécessite du temps pour installer une iden-

tité de jeu claire et une meilleure cohésion collective. « Ce Mondial exigera un engagement total dans le cadre de la construction de cette nouvelle étape », a-t-il indiqué, mettant en avant la nécessité de renforcer la discipline tactique et la préparation physique d'ici le début de la compétition. Sans renoncer à ses ambitions, Alonso refuse toute posture défaitiste. Il estime que l'Algérie peut jouer sa chance si la préparation est optimale et si le groupe évolue à son meilleur niveau. L'objectif affiché reste de proposer des prestations compétitives et de repositionner le handball algérien sur la scène internationale.

Qualifiée après sa quatrième place au Championnat d'Afrique des nations 2026 au Rwanda, l'Algérie fera partie des cinq représentants africains au Mondial-2027, aux côtés de l'Égypte, de la Tunisie, du Cap-Vert et de l'Angola.

Mots Croisés

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

- 1- Fleuve - Pharaons. 2- Appelé - Termina. 3- Arbre à bois léger et solide - Organe de sens. 4- Souris - Demeure.
- 5- Joyeux - Ecrasas avec les pieds.
- 6- Rate - Nid des oiseaux de proie. 7- Commence à pousser - Souris. 8- Pronom personnel - Les ailes lui permettent de voler. 9- Serre - Numéral. 10- Pronom possessif - Tamise.

VERTICALEMENT

- 1- Constructeur d' avion - Petites vanes.
- 2- Conduit - Lié. 3- Enleva - Terre molle. 4- Lien de fer unissant deux pièces - Douze mois. 5- Expimes sa mauvaise humeur - Pierre très dure.
- 6- Démonstratif - Copines.
- 7- Interjection - Choisis. 8- Dirigeant d'une intrigue - Fleuve d'Allemagne. 9- En forme d'oeuf - Remplissais d'air. 10- Les amis d'Hitler - Insecte ayant beaucoup de pattes.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Pécunière
Pécuniaire
Pécunniere
Picuniaire

Laugarithmique
Logarithmique
Logarithmic
Logarithmique

Chikane
Chicane
Chicanne
Chïcane

Carnassiere
Carnaçière
Carnassière
Carnassière

Les mots fléchés

ENNUI	VASTE ÉTENDUE D'EAU ÉNERVANTS	SURVENU DANS UN PETIT RIRE	BOSS	CHANT DE L'OUEST ASSÉCHÉE	SE BALADER DANS UN PAYS	DÉAMBULES SANS BUT
MOBILE NON ARTICULÉ			BOTTE EUROPÉENNE SÈCHE AVEC UN TORCHON			
RETARDERAI					SERVICE DE RENSEIGNEMENT VIEUX	
SOLDAT AÉROPORTÉ		CONSOMMER ÉLUE			MÉLODIE	
BOISSONS DE TABLE			TRÈS FATIGANTE INJURES			
VOCABLE		N'IMPORTE QUELLE ROUE DE POULE			DÉMONSTRATIF PLURIEL OUTIL DE MAÇON	
MOINS ÉPAIS GRAND ÉCRAN				LANCEMENT PRIT LE SEIN		DIMENSION
		ÉTOFFE DE LAINE TE REMETTRAS				AUSSI
TEMPS DE FORMATION AMONCELLEMENT			JOINTE APRÈS LE PRINTEMPS			
		PREMIÈRE PAGE SÉCRÉTION DU FOIE		ÉPREUVES VENUE DE		
SÉDUITES	ANIMAL ÉPOUVANTE				MOT D'ALTERNATIVE PUBLIANT	
				À EUX SOTTE		
ORNER	CHOISIS PAR VOTE ARTÈRE		CONVIENT GRANDE VEDETTE			CÉLÉBRÉ
			SAHARA SUPPORT VÉGÉTAL		CONIFÈRE À BAIES ROUGES RÉGNE DE L'OBSCURITÉ	APPORTES À TABLE
MÉTAL PRÉCIEUX PLANTE ONRNEMENTALE		TOUCHÉES EXISTE				
				COTON POUR PANSEMENT LES QUATRE SAISONS		
CACHÉS ENCHÂSSÉE			CUIRE AU FOUR			
				BIEN MARQUÉES		

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Tissu ajouré

ADÉQUATE	DISCRÉDITÉ	LIBANAIS
AMANITE	EFFICACE	LION
ARGUS	ÉGALITÉ	LUXATION
ASTROLOGIE	ELOGIEUX	MELON
AUTOPSIE	ENLEVÉS	MODELEUSE
AVATAR	EPARS	MOINDRE
BESOGNE	EPINGLER	MONITEUR
BICHROMATE	FACTURE	MONTAGNE
BRICOLAGE	FAMILLE	PARTIELLE
BUDGÉTAIRE	FEUILLETAGE	PÉPITE
CARTE	FLÉCHETTES	PORC
CAVALIÈRE	FROIDE	PRÉLUDE
CHAPELIER	GARDIENNE	RACHAT
CHEMIN	GÉNÉRAL	RETOUCHE
COELIAQUE	GHARDAÏA	SEMAINE
COMPRESSE	GROIN	SOIN
CONTRE	JUSTIFIABLE	SUPERLATIF
CORRECTION	KAOLIN	TERRE

A	C	H	A	P	E	L	I	E	R	E	S	S	E	R	P	M	O	C	J
S	B	R	I	C	O	L	A	G	E	D	E	T	A	U	Q	E	D	A	U
T	G	E	E	F	A	C	T	U	R	E	N	O	L	E	M	L	I	L	S
R	H	N	T	R	E	T	O	U	C	H	E	M	I	N	E	U	S	I	T
O	A	N	I	O	E	T	R	A	C	A	R	G	U	S	V	X	C	O	I
L	R	E	P	I	R	A	C	H	A	T	E	R	R	E	E	A	R	N	F
O	D	I	E	D	S	I	E	E	G	E	N	E	R	A	L	T	E	F	I
G	A	D	P	E	F	E	C	D	U	S	R	A	P	E	N	I	D	I	A
I	I	R	E	F	E	O	T	Q	U	I	I	R	O	R	E	O	I	T	B
E	A	A	E	P	N	I	A	T	O	L	U	T	R	D	E	N	T	A	L
S	E	G	A	T	I	I	S	I	E	E	E	E	C	N	G	K	E	L	E
I	N	F	R	M	L	N	T	P	T	H	L	R	I	I	A	R	N	R	E
A	G	E	I	E	A	C	G	I	O	L	C	A	P	O	L	A	O	E	S
N	O	R	O	S	E	N	N	L	I	T	M	E	L	M	I	T	T	P	U
A	S	C	O	R	S	O	I	M	E	E	U	I	L	E	T	A	A	U	E
B	E	O	R	I	M	A	A	T	S	R	N	A	L	F	E	V	B	S	L
I	B	O	I	L	N	F	M	F	E	U	I	L	L	E	T	A	G	E	E
L	C	M	O	N	T	A	G	N	E	E	R	E	I	L	A	V	A	C	D
E	T	A	M	O	R	H	C	I	B	P	A	R	T	I	E	L	L	E	O
B	U	D	G	E	T	A	I	R	E	E	X	U	E	I	G	O	L	E	M

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT
EXPOSE - TATERA - TOUTPETIT - IL - FESSU - MINERAI - RESCAPE - SON - EMUE - VEDETTE - IS - VISITES - I - UNES - STERE - NB - E - IF - E - ISSUE - ERE - LARME - TER - SMOG - URGE - I - PETITION - ALLE - N - ATTRISTEE - CANOE - BETASSE - AU - LI - RI - TV - ZIG - VOTAI - GAI - DELIBEREMENT - BERET - SE - IOTA.

VERTICALEMENT
EXTERMINER - ENA - IDE - POSEUSE - EST - NAGER - TOUSSE - SI - MIAOU - LE - STUC - V - FLOTTE - VIT - SEP - AVIS - AGIT - LOB - EMPETER - ORBITES - ATTIEDIE - MUNIE - ARE - AIN - ETRIER - STRIE - ATTESTEES - GATAI - MI - E - ROTS - STELES - GEO - ARIANE - NUE - LESTANT - ALI - SIBERIE - EVITA.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- BABEL - AMAS. 2- AIE - IDIOME. 3- ARGEAU - TER. 4- LA - GNOME - I. 5- ILOT - AUGÉ. 6- PNEU - ETRÉ. 7- A - STELE - NU. 8- RAI - NURSES. 9- INONDE - OVE. 10- SENE - SUCER.

VERTICALEMENT
1- BAAL - PARIS. 2- AIRAIN - ANE. 3- BEC - LESION. 4- E - EGOUT - NE. 5- LIANT - END. 6- DUO - ELURS. 7- AI - MATER - U. 8- MOTEUR - SOC. 9- AME - GENEVE. 10- SERIE - USER.

4x4 Grandissime - Romarin Pelotonnement - Synthétiser

BIFFE-TOUT : RAISINS



Page réalisée
par Souiki Sidali



Après 13 ans d'absence, Scary Movie 6 écrase tout sur son passage au box-office mondial. Porté par le retour tant attendu des frères Wayans et d'Anna Farris, le film a récolté 105 millions de dollars en seulement une semaine. Avec 55 millions engrangés aux États-Unis, il s'impose comme le meilleur démarrage historique de la franchise en Amérique du Nord. Ce reboot parodie avec brio les codes de l'horreur moderne, capitalisant à fond sur la nostalgie des années 2000. Avec près de 650k vues, les fans saluent l'œuvre.

RUMEUR AUTOUR DE SHAKIRA



L'ouverture de la Coupe du Monde 2026 au Mexique alimente une folle théorie sur les réseaux sociaux, à propos de Shakira. Avec un look inhabituel (lunettes noires, cheveux modifiés) et des pas de danse jugés hésitants sur le titre Dai Dai, l'apparition de la star colombienne fait douter ses fans. Certains internautes crient à la doublure corporelle, insinuant qu'il s'agit d'un sosie. Pourtant, la présence de sa cicatrice distinctive au front confirme qu'il s'agissait bien d'elle, simplement transformée par les projecteurs du stade Azteca. Cette fausse polémique illustre comment la compression vidéo et un simple changement de style suffisent à basculer Internet dans le complotisme. Une vidéo sur le sujet a été vue plus d'un demi-million de fois.

8/10 REFUS SANS COMPROMIS

La comédienne Asma Djermoun a révélé avoir reçu une proposition pour un rôle principal dans un nouveau film, à condition de retirer son voile. Face à cette exigence qu'elle juge contraire à ses convictions, elle a refusé l'offre sans hésitation, affirmant que ses principes religieux et personnels ne sont pas négociables, quels que soient les avantages professionnels promis. Avec près de 400k vues, de nombreux internautes ont salué sa fermeté et son attachement à ses valeurs, estimant qu'aucune carrière ne justifie un renoncement à ses convictions. D'autres soulignent le paradoxe d'un secteur où certaines actrices non voilées sont choisies pour interpréter des femmes voilées, tandis que des comédiennes expérimentées voient leur carrière freinée ou leurs opportunités réduites en raison du port du voile. Cette affaire relance le débat sur les critères de sélection dans le cinéma et sur la place accordée à la diversité des choix personnels et religieux au sein du monde artistique.



7/10 KADIM FAIT SES ADIEUX AU MARIAGE

Lors de l'émission #ABtalks, l'icône Kadim Al Sahir a bouleversé ses fans en annonçant son choix définitif de ne jamais se remarier. Marqué par le décès de son épouse en 2022 et submergé par un sentiment de culpabilité lié au passé, le «Tsar» préfère affronter la solitude plutôt que d'imposer ses blessures à une autre femme. À 68 ans, le chanteur romantique choisit de vivre seul, décidant de canaliser toute sa sensibilité restante dans sa musique et son public dévoué. Avec plus de 264k réactions, les fans expriment une immense tristesse mêlée de respect face à la vulnérabilité et la fidélité émotionnelle de leur idole.



6/10 LES DZ DÉFIENT MESSI EN 3D

Un court-métrage en animation 3D d'une qualité exceptionnelle enflamme les réseaux sociaux. À l'approche du choc réel de l'Algérie face à l'Argentine au Mondial 2026, un clip transforme une place d'Alger en stade géant. Commentée par Hafid Derradji, la fiction qui réunit les légendes Madjer et Belloumi, oppose Mahrez à Lionel Messi et se clôture par un penalty humoristique transformé par la star du web «Chouchaa», en présence de plusieurs figures de la scène artistique algérienne. Un coup de communication magique qui sublime la ferveur algérienne. Avec plus de 175k vues, les fans saluent un chef-d'œuvre visuel ultra-réaliste qui combine à la perfection humour local et passion du football.

5/10 CULPABILITÉ INVERSÉE

Une publication largement relayée sur les réseaux sociaux a suscité plus de 102k réactions en mettant en lumière un comportement que beaucoup considèrent comme répandu dans la société algérienne : «certaines personnes, lorsqu'elles sont confrontées à leurs erreurs ou à leurs manquements, réagissent par la colère, l'agressivité ou la victimisation plutôt que par la remise en question.» Selon les auteurs de la publication, cette attitude vise souvent à détourner l'attention de la faute commise et à faire culpabiliser la personne lésée, au point de la dissuader de réclamer son droit ou d'exprimer son mécontentement à l'avenir. Dans les commentaires, de nombreux internautes affirment avoir été confrontés à ce type de situation, dénonçant une forme de manipulation psychologique qui inverse les rôles entre fautif et victime.

4/10 LARMES DE FOI



Une vidéo de l'influenceur américain Jaša (Jasha) converti à l'islam émeut la toile. Filmé en larmes après sa prière, il exprime son regret de ne pas maîtriser la langue arabe pour décrire l'intensité de sa connexion spirituelle. Il rappelle avec émotion que chaque ablution et chaque pas vers Dieu sont récompensés. Ce témoignage cumule plus de 72k réactions. Des internautes saluent un message d'une pureté rare qui rappelle la véritable beauté de la spiritualité.

3/10 TRÉSOR ARCHÉOLOGIQUE EN ARABIE

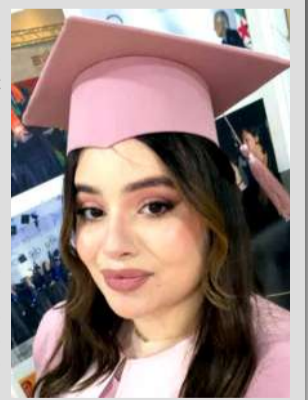
La Commission du patrimoine saoudien a dévoilé une découverte majeure dans la province d'Al-Mahd. Le vestige phare est une inscription rare datant de l'ère du calife Omar ibn al-Khattâb. Les archéologues ont également mis au jour 1 259 gravures rupestres, 461 inscriptions et 34 textes thamoudéens. Ce succès intègre 156 nouveaux sites historiques, comprenant des palais, des puits et des routes caravanières, enrichissant la compréhension des premières écritures arabes. Avec plus de 47k réactions, le public exprime son admiration face à ce patrimoine unique qui connecte l'histoire islamique et préislamique.

2/10 QUAND L'ABONDANCE WNE FAIT PAS LA DIFFÉRENCE

Des images montrant d'importantes quantités de pastèques envahissant les marchés de gros de fruits et légumes en Algérie ont largement circulé sur les réseaux, dépassant les 28k vues. Ces scènes illustrent une offre abondante en ce début de saison, avec des étals et des entrepôts remplis de ce fruit. Malgré cette abondance visible, de nombreux internautes estiment que le prix de la pastèque demeure relativement élevé et ne reflète pas l'importance des volumes disponibles sur les marchés.

1/10 UN MODÈLE POSITIF POUR LA JEUNESSE

La comédienne Maria Zeddam a partagé avec ses abonnés une heureuse nouvelle en annonçant l'obtention de son diplôme de l'Université CESTE en Espagne, dans la spécialité Gestion et création d'entreprises. Très émue, elle a exprimé sa gratitude après plusieurs années d'efforts, de persévérance et d'éloignement, soulignant que cette réussite marque le début d'une nouvelle étape pleine d'ambitions et de projets. Avec environ 900 réactions, de nombreux internautes l'ont félicitée, estimant que son parcours constitue un exemple inspirant pour la jeunesse et une influence positive sur les réseaux. Ils soulignent que les célébrités devraient davantage mettre en avant les études, le travail et la réussite personnelle plutôt que de chercher le faux buzz ou de véhiculer une image négative.



ÉDITO

Cadavres sous contrats

Suite de la page Une

Quant au chiffon vert, ce sceptre liquide de l'Empire, il paie désormais le prix de sa propre brutalité. À force de geler, sanctionner, exclure, confisquer, Washington a transformé sa monnaie en matraque. Les nations regardent, prennent note, puis cherchent des issues de secours. Le dollar voulait régner par nécessité. Il risque de devenir une habitude que l'on désapprend. Reste Ormuz, nom bref et tranchant. Là, l'Empire découvre que ses porte-avions ne suffisent pas toujours à rassurer les assureurs, les marchés, les alliés et les pétromonarchies. Un détroit peut parfois peser plus lourd qu'une flotte. Un drone à bas coût peut ridiculiser un missile à prix de palace. La guerre moderne n'est plus seulement affaire de puissance. Elle est affaire d'usure, de patience et de mauvais calculs imposés à l'adversaire. Le plus savoureux est que les protégés de l'Amérique commencent eux-mêmes à compter les fissures du parapluie. Dans les pays du Golfe, on sourit encore à Washington, mais on regarde déjà vers Pékin. On invoque l'alliance, mais on calcule l'après. Le déclin impérial commence souvent ainsi, non par le rire de l'ennemi, mais par le silence prudent des amis. L'Amérique peut encore frapper. Elle peut encore détruire. Elle peut encore éclairer la nuit avec ses bombes et donner à ses erreurs des noms de doctrines. Mais elle ne peut plus toujours transformer la destruction en obéissance. C'est là que réside la nouveauté. L'Empire parle encore comme un propriétaire du monde. Le monde, lui, cherche déjà comment résilier le bail.

S. M.

AFFAIRE DU JOURNALISTE CHRISTOPHE GLEIZES

L'INGÉRENCE DE TROP D'INFANTINO

L'appel du patron de la FIFA en faveur du journaliste français Christophe Gleizes, détenu en Algérie, dépasse largement le cadre sportif.

Décidément, le président de la FIFA, Gianni Infantino, est coutumier des positions paradoxales et des prises de décision qui font régulièrement grincer des dents dans le monde du football, voire au-delà. Ses déclarations et ses actes illustrent souvent le grand écart entre les principes qu'il affiche et la réalité de son action. Ses dernières déclarations concernant le journaliste français Christophe Gleizes en sont une nouvelle illustration. Le 10 juin, à la veille du coup d'envoi de la Coupe du monde de la FIFA 2026, il a publiquement appelé les autorités algériennes à accorder une grâce présidentielle au journaliste français, détenu depuis un an en Algérie. Il a même exprimé le souhait de le voir assister au Mondial 2026, suggérant implicitement sa libération avant la finale prévue le 19 juillet. «Il y a un siège libre, celui du journaliste français Christophe Gleizes. J'espère qu'il bénéficiera d'une grâce présidentielle et qu'il pourra nous rejoindre pendant la Coupe du monde», a déclaré Gianni Infantino. Une déclaration qui interroge. En intervenant dans une affaire relevant de la souveraineté algérienne, le président de la



FIFA semble s'éloigner du principe de neutralité politique qu'il défend régulièrement, relançant le débat sur la cohérence de son discours.

SILENCE SUR DES DOSSIERS SENSIBLES

Ces déclarations paraissent d'autant plus surprenantes que la FIFA est restée beaucoup plus discrète sur d'autres situations directement liées à l'organisation du Mondial. L'exemple de l'arbitre somalien Omar Abdulkadir Artan est souvent cité. Considéré comme l'un des

officiels les plus respectés du continent africain et dûment accrédité par la FIFA, il aurait été empêché d'entrer sur le territoire américain à son arrivée aux États-Unis. Interrogé sur cette affaire, Gianni Infantino s'est limité à qualifier la situation de «regrettable», avant de rappeler que la FIFA ne contrôle pas les décisions des gouvernements et des autorités nationales. Une réponse jugée insuffisante par plusieurs observateurs, qui y voient une différence de traitement selon les dos-

siers. Les critiques visant le président de la FIFA ne se limitent pas aux questions politiques. Sur le plan sportif, nombre d'observateurs soulignent également le décalage entre son discours sur la protection des joueurs et certaines réformes engagées sous son mandat.

LA COMPLAISANCE

Refoulements de voyageurs, difficultés administratives pour certaines délégations et inquiétudes de supporters : plusieurs incidents ont alimenté les critiques à l'approche du Mondial 2026. Face à ces situations, la FIFA s'est retranchée derrière sa position institutionnelle, affirmant ne pas être impliquée dans les procédures d'immigration relevant des pays hôtes. Pour certains observateurs, cette attitude témoigne d'une forme de dépendance vis-à-vis des autorités américaines. Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en 2025, l'instance mondiale du football a multiplié les gestes de courtoisie à l'égard de la Maison-Blanche, au détriment de l'indépendance qu'elle revendique. De ce fait, l'Algérie n'a pas de leçons à recevoir de la FIFA.

Smail Rouha

COMMENTAIRE

Le califat des salles de rédaction

Par S. Méhalla

Deux mots anodins, familiers, usés par les lèvres de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Deux mots qui accompagnent les naissances, les examens, les récoltes, les voyages, les mariages, les projets et les espérances. Inch'Allah. Deux mots prononcés par un garçon de 20 ans à peine qui rêve de battre l'Argentine sur un terrain de football. Et soudain, dans des rédactions argentines, ce fut la panique des grands jours. Les sentinelles autoproclamées de la civilisation occidentale lâchèrent leurs cafés. Les prophètes du sensationnel bondirent sur leurs claviers. Les chasseurs de monstres, privés depuis longtemps de monstres véritables, se mirent à traquer l'ombre d'un péril imaginaire dans une phrase d'après-match. Car, enfin, quel crime venait donc de commettre Ibrahim Maza ? Avait-il promis le feu et le sang ? Avait-il menacé Buenos Aires ? Avait-il juré de renverser la République à la tête d'une armée de supporters fanatisés ? Rien de tout cela.

Il avait simplement exprimé ce que tout sportif exprime avant une rencontre. L'espoir de gagner. Mais voilà. Il avait ajouté ces deux mots «maudits». Ces deux mots qui, dans l'imaginaire atrophié de certains plumitifs, semblent produire le même effet qu'une sirène d'alerte nucléaire. Ainsi donc, nous en sommes là. Un jeune homme qui rêve de marquer un but devient suspect. Une formule religieuse devient un acte d'accusation. Une ambition sportive devient une menace sécuritaire. Et le ridicule, lui, obtient sa carte de presse. Il faut reconnaître à ces artisans de la caricature un talent rare, celui de transformer leur ignorance en ligne éditoriale. Quelle prouesse intellectuelle que de parvenir à découvrir un terroriste dans une interview de football ! Quelle virtuosité que de confondre un vestiaire avec une cellule clandestine, un espoir avec un complot et un ballon avec un engin explosif. Même les auteurs les plus paresseux de séries de seconde zone n'auraient pas osé un scénario aussi grotesque. Mais le plus fascinant n'est pas leur ignorance.

C'est leur peur. Car, enfin, qui tremble devant les mots d'un garçon de 20 ans ? Qui transforme une confiance sportive en affaire géopolitique ? Qui convoque les spectres du fanatisme parce qu'un joueur affirme croire en ses chances ? Certainement pas une presse sûre d'elle-même. Non. Cela ressemble davantage à ces vieilles aristocraties décadentes qui voient des révolutions dans chaque murmure et des conspirations dans chaque regard. À force de contempler le monde à travers le prisme déformant de leurs préjugés, certains journalistes finissent par voir des bombes là où il n'y a que des rêves. Ils ne lisent plus les mots. Ils lisent leurs peurs. Ils n'écoutent plus les hommes. Ils écoutent les échos de leurs propres fantasmes. Et c'est précisément là que réside toute la splendeur involontaire de cette affaire. Car Ibrahim Maza, lui, n'a rien révélé sur lui-même. En revanche, ses accusateurs se sont mis à nu. En deux mots.

Deux mots seulement. Ils ont exposé au grand jour la fragilité de leur raisonnement, la pauvreté de leur imagination et cette étrange incapacité à concevoir qu'un musulman puisse invoquer Dieu sans préparer l'apocalypse. Quel aveu. Quel naufrage. Quelle confession collective. Alors rassurons ces rédactions affolées. Ibrahim Maza ne prépare aucun complot. Son organisation secrète se compose d'un sélectionneur, de quelques coéquipiers et d'un préparateur physique. Ses armes sont des crampons. Ses explosifs sont des frappes en lucarne. Et sa seule opération terroriste consiste à vouloir provoquer une crise de nerfs chez quelques éditorialistes argentins en marquant un but. Au fond, il faut les remercier. Car jamais ils n'auront autant révélé leur propre indigence intellectuelle que le jour où ils ont réussi l'exploit historique de confondre un rêve de football avec une menace terroriste. Une telle prouesse mérite presque un trophée. Inch'Allah, d'ailleurs.

S. M.